MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE

REVUE DE PORTEFEUILLE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE



DU 16 au 20 SEPTEMBRE 2013

TABLE DES MATIERES

	Introduction et Résumé exécutif		
I.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale de la	**BID**	**1**
II.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale de l'	**USAID**	**25**
III.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale de la	**BANQUE MONDIALE**	**34**
IV.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale du	**CANADA**	**43**
V.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale de l'	**UE**	**52**
VI.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale du	**VENEZUELA**	**59**
VII.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale du	**CUBA**	**67**
VIII.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale de la	**FRANCE**	**70**
IX.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale du	**PNUD**	**77**
X.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale du	**BRESIL**	**81**
XI.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale du	**JAPON**	**88**
XII.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale de l'	**ESPAGNE**	**90**
XIII.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale de l'	**ALLEMAGNE**	**95**
XIV.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale de	**TAIWAN**	**102**
XV.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale du	**MEXIQUE**	**104**
XVI.-	Tableau de suivi de la revue de portefeuille de la coopération internationale de l'	**OEA**	**108**
	Conclusion		

Introduction et Résumé exécutif



T*out au long de la semaine du 16 au 21 septembre 2013, Le premier ministre, Laurent LAMOTHE, particulièrement dans son mandat de ministre de la Planification et de la coopération externe a rencontré en vue d'une revue de portefeuille les principaux bailleurs de fonds au niveau de la Coopération Internationale. Cette rencontre avait pour but de trouver avec les16 principaux bailleurs de fonds un moyen de finaliser et redynamiser les différents projets publics.*

Il s'est réuni pour faire le point sur les obstacles enregistrés au cours de la mise en œuvre des programmes et projets financés au titre de cette coopération. Plus de quinze rencontres se sont ainsi tenues dans le cadre de cette « revue du portefeuille de la coopération internationale » et ont permis de dialoguer successivement avec les responsables locaux de la BID, l'USAID, la Banque Mondiale, le Canada, la Commission Européenne, le Venezuela, Cuba, la France, le PNUD, le Brésil, le Japon, l'Espagne, Taïwan, Mexique, OEA et enfin en marge la Corée du Sud…

Selon le titulaire de la Planification et de la coopération externe, la série de rencontres se poursuit et se poursuivra dans l'objectif de mieux canaliser l'aide internationale.

La semaine de la « Revue de Portefeuille de la Coopération Internationale visait à identifier avec les différentes agences impliquées dans le processus de développement du pays les problèmes auxquels sont confrontés les projets en cours d'exécution en Haïti, et devait permettre au Premier Ministre de prendre des dispositions rapides en vue de faciliter le déblocage des fonds et la réalisation de ces projets au bénéfice de la population.

Pour sa première séance de travail, le Ministre de la Planification a souligné que l'objectif de cette initiative était de créer un espace permanent de discussion sur les efforts entrepris au niveau de la coopération internationale, ayant pour but ultime d'accélérer l'implémentation des projets et de faire sortir le pays du sous-développement.

Si l'objectif déclaré de La revue du Portefeuille de la Coopération internationale visait la performance au niveau des programmes et projets, le Premier Ministre n'a pas manqué au cours de toutes les rencontres d'accentuer son discours sur le poids du financement accordé au ONG'S par rapport au financement passant directement par le Gouvernement haïtien. Selon lui cette pratique ne peut nullement conduire à l'efficacité de l'aide tel que prônée par l'international, vu d'une part, le manque de cohérence relevé dans les activités éparses des ONG et d'autre part dans le fait que leurs actions ne sont pas encadrées par un document de référence tel que c'est le cas pour l'action gouvernementale. Il aurait fallu que les activités des ONG soient en parfaite concordance avec les objectifs nationaux de développement tels que définis dans les documents officiels, documents de stratégie ou programmes d'action afin d'éviter le gaspillage et à des résultats probants. En somme, son plaidoyer penche favorablement pour l'appui budgétaire au Trésor Public et ou pour la maîtrise d'ouvrage par les entités sectorielles.

Un deuxième élément répétitif du discours gouvernemental réside dans le plaidoyer constant entrepris pendant toute la période de réunion pour intéresser les tenants de la coopération internationale à s'associer aux efforts du gouvernement dans la lutte contre la pauvreté extrême et à cet effet le Premier Ministre a annoncé que bientôt, au plus tard on disposerait d'un cadre stratégique national dans ce domaine.

Un troisième point de discours gouvernemental, c'est le renforcement obligé des Unités d'Etude et de Programmation dans le cadre du bon fonctionnement du système de planification si l'on tient à obtenir les résultats escomptés en matière de développement. Le concours des différents bailleurs a été sollicité. Des documents détaillés visant ce renforcement pour chacun des principaux secteurs seront présentés sous peu.

Les bailleurs de fonds, quant à eux ont systématiquement insisté sur les contraintes de mise en œuvre relatives aux différents programmes touchant les aspects de renforcement institutionnel que ce soit au niveau du MENFP, du MARNDR, de l'EDH… Dans la plupart des secteurs concernés, on doit s'assurer qu'il y a un plan consolidé par secteurs concernant la rubrique renforcement.

Les autres points qui sont revenus tour à tour dans les discussions touchent :

- *Le temps d'analyse des dossiers au CNMP malgré les dispositions prises par les pouvoirs publics.*
- *Les retards dus à la mise à disposition des fonds de contrepartie ;*
- *Le manque de suivi dans la mise en œuvre de certains projets de réhabilitation ou de reconstruction, notamment au niveau des écoles, des équipements sanitaires, des infrastructures routières ou de bâtiments administratifs ;*
- *Les nombreux problèmes relatifs à la mise en œuvre dus à des questions d'expropriation ou de sites appropriés;*
- *la non mise à disposition des ressources humaines nécessaires au fonctionnement des équipements requis, notamment dans l'Education, la Santé Publique, ou encore la Justice;*
- *enfin les contraintes posés par les coûts récurrents.*

A la fin des sessions le Ministre LAMOTHE s'est dit satisfait du bon déroulement de ces rencontres et a renouvelé sa détermination à poursuivre le dialogue avec les bailleurs internationaux en vue d'un recadrage de l'aide externe au développement.

Conclusion

Le Premier Ministre Laurent Salvador LAMOTHE a exprimé sa satisfaction pour les résultats de la revue du portefeuille de la coopération internationale en jugeant bénéfique l'exercice de « revue du portefeuille de la coopération internationale » entreprise pendant la semaine du 16 au 21 septembre, à Port-au-Prince, avec les représentants des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux d'Haïti.

Cette démarche a permis de signifier aux coopérants les priorités du gouvernement et de leur demander de canaliser l'aide à travers l'appui budgétaire et les agences gouvernementales. Le chef du Gouvernement, Ministre de la Planification et de la Coopération Externe a, par ailleurs, annoncé sa décision de créer, au sein de l'équipe gouvernementale, un « task force » qui doit veiller au suivi des projets financés par cette coopération. Cette structure devra travailler particulièrement à faire accélérer le décaissement des fonds promis, a-t-il souligné.

Les participants ont convenu de se réunir à nouveau dans deux mois sinon dans une période très proche pour une nouvelle séance de travail destinée à mesurer les progrès accomplis.

Relevé des contraintes ou points de blocage dans la mise en œuvre

La BID a concentré son exposé sur l'ensemble des grands programmes financés suivant les priorités exprimées par l'Administration haïtienne en conformité avec les documents stratégiques et plans d'actions, notamment dans le secteur de l'infrastructure, au niveau de l'énergie en partenariat avec la Banque mondiale et l'USAID, dans le secteur de l'Education…



Plusieurs contraintes de mise en œuvre à l'avancement normal de différents projets ont été relevées.

Dans le secteur de l'Education où FAES agit comme agence d'exécution, l'attention s'est focalisée sur ***les programmes de réhabilitation ou de construction d'écoles*** *où des retards ont été enregistrés par rapport à la réhabilitation de 19 écoles et la construction de 30 autres. Les changements imposés par les conditions post séismes obligent à des reconsidérations de coûts et des montants supplémentaires de l'ordre de 2 millions de dollars sont nécessaires pour renégocier les contrats. FAES doit produire une requête au Ministre de l'Economie et des Finances pour ce montant additionnel.*

Banco Interamericano de Desarrollo

Le modèle d'écoles envisagé préalablement pour un coût de 700.000.00 $ US doit être revu et le montant considéré à la baisse en adoptant le modèle type retenu par BMPAD au coût de 400.000.00$ US. Ceci permettrait d'épargner des ressources au profit du programme ''écoles gratis''.

Il devrait en être de même pour les lycées. Le BMPAD offre deux modèles différents à un coût nettement meilleur que celui envisagé initialement.

Tout compte fait, on peut faire 40% d'économies par bâtiment et ***dégager des fonds pour subventionner 200.000 enfants en plus.*** *Suivant le choix stratégiques du Ministère, on pourra désaffecter des ressources pour les réaffecter ailleurs.*

Le financement n'est pas la seule contrainte signalée, le choix des sites pose aussi problème. ***Certains sites jugés appropriés n'ont pas de titres de propriété,*** *d'autres ne sont pas conformes aux exigences géotechniques où au positionnement des écoles par rapport à la population. En la matière, il est évident qu'il faut* ***recourir au service de la DGI*** *pour disposer de terrains viables.*

Autre contrainte signalée, celle de la formation des maîtres qui est une composante du renforcement institutionnel. En principe, les fonds sont disponibles pour la formation nécessaire vu le nombre de nouveaux enfants fréquentant l'école avec la gratuité de la scolarité, cependant le MEFP n'arrive pas à dégager les moyens financiers nécessaires pour intégrer dans le système tous les maîtres qui ont reçu une formation malgré les besoins. Le MEFP se retrouve dans une impasse et se trouve dans l'obligation de temporiser sur le programme de formation.

Présence de laboratoires pour les travaux publics et le bâtiment*. Vu le nombre de chantier en activité le LNBTP se trouve dépasser par les demandes d'essais malgré la présence d'autres laboratoires privés dans le pays, ce qui crée des blocages ou retards dans les chronogrammes. Aussi, est- il primordial que d'autres laboratoires reçoivent la certification pour fonctionner en Haïti.*

Pour avoir l'Appui budgétaire *avant la fin de l'année fiscale, la BID doit disposer de la note d'agrément du Conseil des Ministres. Le nécessaire n'a pas été fait à la date de la réunion pour rendre disponible cet appui à la République d'Haïti. Il revient au Ministre de l'Economie et des Finances de transmettre officiellement à la BID la note d'agrément. Une fois cette formalité remplie la BID pourra dans les 3 jours qui suivent procéder au versement de la tranche d'appui budgétaire*

Banco Interamericano de Desarrollo

requise. Promesse a été faite par le Premier Ministre de supporter la validation du texte qui sera introduit par le Ministre de l'Economie et des Finances au prochain Conseil des Ministres.

EDH et ses contraintes. *Le financement de la réforme de l'EDH est très complexe et touche plusieurs compartiments dont les activités programmées accusent un retard par rapport à la programmation. Il en est de même pour celles relatives aux lignes de transmission allant vers le barrage de Péligre, alors que d'autres….dans le cadre du plan d'action pour Tabarre où des réserves sont produites vu que le le projet modifié augmente jusqu'ait 100% du coût initial. La nouvelle version doit être approuvée en Conseil des Ministres dans deux semaines*

Les facilités pour le dédouanement du matériel importé par la firme Frishner concernée par les travaux ne sont pas toujours évidentes. Des retards inhérents aux formalités douanières entravent et compromettent le calendrier initialement établi. Pour pallier cette difficulté, il y a lieu d'introduire auprès de l'administration concernée, dès la commande, la liste du matériel et des équipements qui font besoin pour les travaux à entreprendre.

Le système de facturation mis en place dans le cadre de la réforme fonctionne de manière erronée. Le problème semble venir du logiciel traitant les données de base.

Face à l'inflation y afférente, UTE doit procéder à des révisions de prix.

Quant à la DINEPA, elle confronte actuellement un problème d'assistance technique pour lequel il faut envisager une solution appropriée qui relève avant tout de l'institution.

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Programme de réhabilitation des infrastructures de transport - (BID/HA0087)	77,098,355.00	2005-2013	MTPTC			
Programme de réhabilitation des infrastructures économiques - (BID/HA0093)	67,645,286.00	2004-2012 (processus en cours)	MEF / MTPTC	Quelques travaux restent à faire et les opérations sont à clôturer le 30 sept.	S'assurer que les derniers décaissements se fassent le 30 novembre au plus tard	Ing : Michael DELINSCHER, Coordonnateur UTE - Phone 3653 9527 / 3701 6046
Intégration et réhabilitation du réseau routier (BID/HA-L1019)	62,064,414.00	2007-2012 (processus en cours)	BID / MTPTC	Retard dans la réalisation des travaux	Requête pour une extension de 24 mois	Ing Garry JEAN, Coordonnateur UCE - Ing. Ramon ADRIEN/MPTC - Phone 3690 9603.
Route Les Cayes-Jérémie (SOURCE CIDA A033178-001)	59,874,855.00	2008-2011 (processus en cours)	BID	Retard considérable, suite aux arrêts des travaux	Transmettre a la Coopération canadienne la liste des entreprises en vue de l'Avancement du dossier	Ing Garry JEAN Coordonnateur UCE - Ing. Ramon ADRIEN/MPTC - Phone 3690 9603
Réforme du système d'eau potable et assainissement - (BID/HA0014)	50,824,555.00	2003-2011 (processus en cours)	DINEPA	Rapport final d'audit incomplet pour janvier et août 2013	Rapport définitif audit attendu pour 30 octobre 2013	Ing. Lionel DUVALSAINT Directeur Général DINEPA - Phone 2256 4770
Programme d'infrastructure - (BID/HA-L1055)		2011-2015 (processus en sours)	MEF	Retard dans le renforcement institutionnel de SONAPI	Consultation planifiée pour octobre	M. Jose Bernard CHETTINI DG SONAPI- Phone 3740 0007
Programme de réhabilitation urbaine - (BID/HA-L1002)		2005 - 2012 (processus en cours		Derniers travaux majeurs pour CASC Gonaïves. Financement BID épuisé. Nouveau fond à trouver	Requête à transmettre par MPCE en septembre 2013 pour extension à août 2014 des travaux de CASC Gonaïves. Identifier fonds pour financement additionnel	M. DORELIEN DGA - MPCE
Programme d'intensification agricole - (BID/HA0016)	41,,509,798	2004-2012 (processus en cours)	MANDR			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Programme de formation professionnelle - (BID/HA0017)	22,000,000	2005/13 (en cours)	MENFP			
Projet d'intensification Agricole à Ennery – Quinte - (BID/HA-L1009)	21,256,846	2005/13 (en cours)	MANDR			
Programme d'Appui à la Reconstruction de l'Infrastructure Scolaire - (BID/HA-L1040)	20,500,000	2009/12 (en cours)	FAES	Plus de 2 millions $ en complément pour financer les travaux	Adopter le modèle standard du MENFP moins couteux permettant des économies notables pour financer l'école gratis pour tous	M. Klaus EEBERWEIN DG de FAES doit en discuter avec la BID - Phone 3728 7223
Programme de support à la restructuration du secteur de l'éducation en Haïti -	17,243,178	2011-2013 (en cours)	FAES			
Interventions d'urgence pour endiguer le choléra - (BID/HA-L1062)	15,347,196	2011/12 (en cours)	DINEPA / FAES			
Renforcement institutionnel et réforme du secteur de l'agriculture (BID/HA-L1074)	15,000,000	03/05/12-30/09/12	MANDR	Non disponibilité d'un plan global d'appui institutionnel	Elaboration d'un plan global de restructuration	M. Jacques THOMAS Ministre MARNDR - Phone 3812 2790
Additional Co financing for Rehabilitation Basic Economic Infrastructure Program - (BID/HA-X1005)	14,589,668	25/07/07 (en cours)	MEF / CANADA			
Accès à l'éducation primaire - Rentrée scolaire 2010-2011 / (Source : ACDI / A035198-001)	12,357,275	2011-13 (en cours)	BID			
Transformation institutionnelle et modernisation du Secteur de l'énergie II - (BID/HA-L1073)	12,000,000	01/06/12-31/07/12 (clôturé financièrement)	EDH			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Projet de réhabilitation du réseau de distribution de l'électricité à Port-au-Prince - (BID/HA-L1014)	11,031,604	06/12/06-09/01/15 (en cours)	EDH			
Eau potable et assainissement en milieu rural - (BID/HA-L1007)	10,999,624	20/09/06-25/12/13 (en cours)	DINEPA	Retard dans l'exécution qui devait en 2013	Requête pour une extension du financement à 30 juin 2015	Lionel DUVALSAINT - DG DINEPA - Phone 2256 4770
Soutien au plan d'intervention dans le secteur de l'habitat - (BID/HA-L1048)	10,749,998	28/04/10-31/12/14 (en cours)	FAES	Retard dans contrat - ONG	60 logements Prêt en décembre 2013	Klaus EBERWEIN - DG FAES - Phone 3728 7223
Programme d'intensification agricole - (BID/HA-L1021)	10,701,297	19/12/08-19/12/12 (en cours)	MANDR			
Appui au secteur du transport en Haïti - (BID/HA-L1054)	10,054,209	10/2/12-15/05/08 (en cours)	MTPTC			
Programme de développement économique des filières rurales - (BID/HA-L1003)	8,888,544	15/05/08-31/12/13 (en cours)	MANDR			
Programme de réhabilitation de la centrale électrique de Péligre - (BID/HA-L1032)	8,878,562	29/07/09-14/12/13 (en cours)	EDH/MTPTC	Problèmes de dédouanement matériel et équipement Alstrom exempt de droit suivant contrat	Présenter un plan prévisionnel de pour accélérer le dédouanement	Jean Errol MOROSE DG EDH - Phone 3702 0209 et Alstrom
Eau et assainissement pour Port-au-Prince - (BID/HA-L1044)	8,025,702	23/02/11-9/08/15 (en cours)	DINEPA	Disposition non prise par DINEPA pour définir les Tdr's du contrat ATO	DINEPA doit signer un nouveau contrat ATO avant la fin de l'année	Lionel DUVALSAINT DG-DINEPA Phone 2256 4770/ MPTC
Co-financing for the Vocational Training Program - (BID/HA-X1001)	7,477,244	28/06/07 (en cours)	(INFOP)			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Appui à la mise en œuvre du plan opérationnel de l'éducation et de la réforme éducative en Haïti - (BID/HA-L1060)	7,333,240	23/11/11 -16/03/15	FAES	Accord gouvernement pour co financement construction 15 écoles et réhabilitation 15 autres écoles. Communication inadéquate entre FAES et MENFP	Revoir le financement en fonction plan standard MENFP Améliorer la communication	Ministre Vanneur PIERRE - Phone 3732 0321 et Klaus EBENZEIN, DG FAES - Phone 3728 7223
Projet eau potable et assainissement (EPA) villes intermédiaires (II) - (BID/HA-L1039)	7,226,156	16/12/10-21/10/14 (en cours)	DINEPA			
Port Au Prince Water and Sanitation Project - (BID/HA-X1021)	6,831,047	9/8/2010 (en cours)	DINEPA			
Reconstruction du secteur Educatif - CN/000147 - (Source : FRH)	5,927,986	En Cours	BID			
Programme de mise en place de fonds de garantie partielle de crédit pour le développement des entreprises -(BID/HA-L1050)	5,203,567	15/03/11-9/04/13 (en cours)	Fond De Développement Industriel			
Programme de renforcement institutionnel de la gestion environnementale - (BID/HA-L1006)	4,711,502	23/11/05-30/06/12 (en cours)	Menvironnement			
Programme national d´alerte précoce en cas d´inondation - (BID/HA-L1005)	4,600,174	9/9/05-30/06/12 (en cours)	MICT/MANDR			
Appui à la gestion des ressources humaines dans le secteur public - (BID/HA-L1018)	4,468,221	20/06/08-29/06/14 (en cours)	MEF			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Programme d'atténuation des désastres naturels dans les bassins versants - (BID/HA-L1041)	4,058,873	2/12/10-25/09/14 (en cours	MANDR			
Emergency Response for the Containment of Cholera - (BID/HA-G1021)	3,377,707	21/12/10 (en cours)	DINEPA			
Pilot of the One Laptop per Child Model - (BID/HA-T1093)	2,422,489	03/03/08 (en Cours)	MENFP			
Rural Water and Sanitation Program (II) - (BID/HA-X1014)	2,311,269	10/06/10 En Cours	DINEPA			
Améliorer la survie de l'enfant et mise en place des bases pour les filets de sécurité sociale - (BID/HA-L1042)	2,150,875	30/06/10-23/12/13 (en cours)	MSPP			
AIC - Developing Insurance Solutions for Haiti - (BID/HA-L1072)	2,000,000	A venir				
Improving economic opportunities of vulnerable youth in Haiti - (BID/HA-M1035)	1,445,866	En Cours	Initiative pour le développement des jeunes			
"Learning by doing" to build back a better Haiti - (BID/HA-M1032)	1,355,774	18/10/2010 (en cours)	Habitat Pour l'Humanité, Inc			
Co-financing - Rural Chains Program - Animal & Plant Health Protection - (BID/HA-X1015)	1,049,594	En Cours	MANDR			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Mango as an opportunity for long-term economic growth - (BID/HA-M1034)	1,025,890	24/08/10 (en cours)	Technoserve			
Industrial Revolution II - (BID/HA-L1063)	1,000,000	A venir				
Support for Watershed Management Plans for Preventive Disaster Risk Management - (BID/HA-T1091)	979,802	11/5/09 (en cours)	MANDR			
Haitian Emergency Liquidity Program (HELP) - (BID/HA-M1033)	957,940	29/07/10 (en cours)	Ministère de l'Economie et des Finances			
Haitian Emergency-Liquidity Program (HELP) - (BID/HA-M1033)	957,940	29/07/10 (en cours)	BID			
Technical Assistance for National Program of Flood Early Warning System - (BID/HA-T1096)	884,946	11/5/09 (en cours)	MANDR			
Promotion of Economic Opportunities in Rural Areas - (BID/HA-M1010)	742,588	29/04/08 (en cours)	BID			
SECCI: Emergency Program for Solar Generation - (BID/HA-X1019)	742,540	1/3/10 (en cours)	BID			
Program to Develop Alternative Dispute Resolution Mechanisms - (BID/HA-M1005)	712,109	10/10/05 (en curs)	Chambre de Commerce et d'Industrie d'Haïti			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Nouvelles technologies et renforcement institutionnel du Gouvernement d'Haïti - (BID/HA-L1051)	679,773	27/12/2010-2/09/2012 (en cours)	Bureau du Premier Ministre			
Support for the Reform of Revenue Institutions - (BID/TC0210058)	613,278	18/02/2004 (en cours)	MEF			
Support for the Implementation of the Education Plan - (BID/HA-T1131)	571,043	15/07/2010 (en cours)	BID			
Improving remittance services and promoting investments in Haiti - (BID/HA-M1020)	551,336	5/11/2009 (en cours)	Fondasyon Kole Zepol			
Support for the preparation of operation HA-L1044 -(BID/HA-T1103)	534,939	25/10/2010 (en cours)	MTPTC			
Increasing Access to Sustainable Energy Technologies Using Remittances as a Sour - (BID/HA-M1038)	516,863	En Cours				
Connectivity in Haiti: Broadband Infrastructure for Economic Development and Transport - (BID/HA-T1138)	516,009	3/12/2010 (en cours)	BID			
Support to the Design of the HA-L1035 Program - (BID/HA-T1080)	511,062	9/2/2010 (en cours)	MEF			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Strengthening of Airport Security - (BID/HA-M1006)	497,414	8/12/06 (en cours)	BID			
Support for the Creation of Anti-Corruption Bureau - (BID/HA-T1003)	488,952	3/12/04 (en cours)	ULCC			
Support for Planning, Programming and Monitoring Based on Results - (BID/HA-T1053)	409,780	11/4/08 (en cours)	MEF			
Programme de transfert de technologie aux petits agriculteurs - (BID/HA-L1059)	390,000	27/09/11 26/09/16 (en cours)	MANDR	Inputs pas bien défini. Le projet profite peu aux paysans	Revoir l'approche méthodologique	Fresnel DORCIN Secrétaire d'Etat Production Végétale MARNDR - phone 3993 5753
Creation of a Human financing model for higher education in Haiti (BID/HA-M1030)	365,480	(en cours)	BID			
Haiti Investment Forum 2011 - (BID/HA-T1148)	352,200	(en cours)	BID			
Action Plan for C and D Countries - (BID/HA-T1174)	351,836	(en cours)	BID			
Support to Private Sector Investment and Export Industry - (BID/HA-T1089)	343,305	26/10/10 (en cours)	BID			
Creating Sustainable Recycling Businesses in Bel Air, Port Au Prince - (BID/HA-M1017)		6/5/09 (en cours)	Viva Rio			
Business Competitiveness and Cluster Support - (BID/HA-T1076)	299,990	17/12/08 (en cours)	BID			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Institutional Strengthening of the Ministry of Public Works - (BID/HA-T1055)	264,299	30/01/08 (en cours)	MTPTC			
Expansion of financial services to secondary cities - (BID/HA-S1005)	236,887	22/02/10 (en cours)	Association Pour La Coopération			
Support to training of trainers for the TVET system - (BID/HA-T1066)	228,325	9/2/09 (en cours)	MENFP	Lenteur dans la mise en œuvre	Réviser les modalités de mise en œuvre	M. Vanneur PIERRE Ministre MENFP - Phone 3132 8488
Integrated Control for Neglected Tropical Diseases in Port au Prince (BID/HA-X1024)	225,625	(en cours)				
Deepening of Financial Services to Microenterprise in Haiti - (BID/HA-M1003)	213,471	27/12/04 (en cours)	Capital Bank			
Third phase of the Household Survey 1-2-3 to Create the baseline for the PRSP - (BID/HA-T1056)	209,230	18/01/08 (en cours)	MEF			
Strengthening the Coffee Value Chain in Haiti (BID/HA-M1042)		(en cours)	Agronomes et Vétérinaires sans Frontières			
Support to maritime fishing development - (BID/HA-T1101)	178,371	16/09/09 (en cours)	MANDR			
Preparation of the Land Tenure Regularization Program (BID/HA-T1142)	157,143	23/03/11 (en cours)	BID			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivi
Appui à la mise en œuvre du plan d'éducation et de la Réforme en Haïti - CN/000147 (Source : FRH)	157,143	(en cours)	BID			
Support to the Implementation of Education Plan and Reform in Haiti – Financement Additionel - BID/HA-G1026)	157,143	(en cours)	BID			
Strategic Plan for Solid Waste Management in Four Intermediate Cities - (BID/HA-T1119)	156,341	16/07/10 (en cours)	BID			
Support for the Reconstruction of the Toussaint Louverture Airport (BID/HA-T1134)	150,000	(en cours)	MTPTC			
Competitiveness and Profitability of Fruit-processing Microenterprises -	149,859	28/11/08 (en cours)	Association Nationale des Transformateurs de Fruits			
Support to the competitiveness of quality coffee value chain in Thiotte - (BID/HA-M1021)	149,269	23/06/09 (en cours)	Coopération des coopératives de planteurs			
Support to the competitiveness of quality coffee value chain in Baptiste -(BID/HA-M1022)	149,269	29/06/09 (en cours)	Institut de Consultation, d´Evaluation et de Formation pour le Développement Agricole (ICEF-DA)			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Institutional strengthening of FHAPME - (BID/HA-M1026)	147,106	05/04/10 (en cours)	Fédération Haïtienne des Petites et Moyennes Entreprises			
Developing the North Department as a Tourism Destination - (BID/HA-M1037)	138,000	16/12/10 (en cours)	Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale			
HAITI-HESAR- Project Managment for non profit organization - (BID/HA-G1019)	129,600	19/07/10 (en cours)	BID			
Early Childhood Development Pilot - (BID/HA-T1106)	129,359	18/03/08 (en cours)	MENFP			
New Technologies and Government Transformation in Haiti - (BID/HA-T1122)	128040	1/7/10 (en cours)	Gouvernement d'Haïti			
Education Sector Study - Assessing Education Quality - (BID/HA-T1063)	126,777	3/3/08 (en cours)	MENFP			
Competitivity and Profitability of Milk Processing Plants Lèt Agogo - (BID/HA-M1014)	121,856	12/3/08 (en cours)	VETERIMED			
Master Plan for Rehabilitation and Management of the Trutier Site - (BID/HA-T1136)	114,600	(en cours)	Comité Interministériel pour l'Aide Alimentaire			
CP:Le Levier- Development and implementation of financial products for housing - (BID/HA-S1011)	110,000	(en cours)	Réseau Des Caisses Populaires Haïtiennes			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Towards a Sustainable Energy Sector Haiti - White Paper - (BID/HA-T1130)	99,392	26/07/10 (en cours)	BID			
Land tenure regularization in rural areas in Haiti - (BID/HA-L1056)	99,300	2/5/12-31/05/17 (à venir)	COMITÉ INTERMINISTÉRIEL D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE			
Strategic Port Study in Haiti - (BID/HA-T1135)	95,000	14/12/10 (en cours)	BID			
Job Creation for Small-Scale Agricultural Producers through the Carifresh Fruit - (BID/HA-S1006)	1,800	02/07/10 (en cours)	CARIFRESH Inc.			
Basic Education Teacher Certification - (BID/HA-T1047)	91,192	16/02/07 (en cours)	MENFP			
Business Plan Competition in Haiti - (BID/HA-M1023)	90,106	2/12/09 (en cours)	Université Quisqueya			
VIVA-RIO-HAITI-Emergency Especial Allocation Request (HESAR) - (BID/HA-G1015)	89,788	28/04/10 (en cours)	Viva Rio			
Institutional strengthening of FINCA for the improvement of financial services - (BID/HA-S1010)	80,000	29/12/10 (en cours)	FINCA			
Support to the Reconstruction of Hotels in Port-au-Prince - (BID/HA-T1143)	70,979	(en cours)	BID			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Programme de réhabilitation de la centrale électrique de Péligre - (BID/HA-L1038)	50,000	31/12/11 31/12/13 (à venir)	EDH	Retard dans la mise en œuvre	Activer le dédouanement du matériel et des équipements	Jean Errol DG EDH - Phone 3702 0209 et MTPTC
Merging Italian Fashion and Hatian Design - (BID/HA-T1140)	50,000	(en cours)	BID			
Communication plan to promote Road Safety in Haiti - (BID/HA-T1137)	47,178	14/12/10 (en cours)	BID			
Support private sector involvement in programmatic approach to develop the North - (BID/HA-T1141)	29,600	(en cours)	BID			
Institutional capacity building to promote private investment in Haiti - (BID/HA-T1153)	22,600	(en cours)	BID			
Study Tour by the Sports for Development Steering Committee to Colombia (BID/HA-T1152)	14,777	(en cours)	BID			
Bioenergy Action Plan - (BID/HA-T1077)	12,095	(en cours)	MANDR			
Support for Teachers of XO-OLPC Project - (BID/HA-T1102)	8,460	(en cours)	MENFP			
Micro-enterprises in Road Maintenance: the Bolivian Experience (BID/HA-T1170)	7,200	(en cours)	BID			
Support to the Education Sector Plan and IDB Program in Haiti (BID/HA-T1147)	1600	(en cours)	BID			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
BIOENERGY ACTION PLAN (COFAB component) - (BID/HA-X1017)	600	(en cours)	MANDR			
Basic Education Program - (BID/HA0038)		05/10/98-31/12/11 (en cours)	MENFP			
Programme de renforcement des institutions de gouvernance économique - (BID/HA0082)		05/12/05-31/03/12 (clôturé financièrement)	MEF			
MCN:HAITI: Emergency Spending Allocation - (BID/HA-G1001)		15/03/10 (en cours)	Microcrédit National			
Institut de Développement et de Promotion de la Couture (INDEPCO): Haiti Emergency Allocation Request (HESAR) - (BID/HA-G1002)		15/03/10 Clôturé financièrement	Instituto De Desarrollo Y Promocion De L indepco			
Emergency Shelter Provision for Earthquake-Affected Port-Au-Prince, Haiti - (BID/HA-G1004)		(en cours)	Un Techo Para Mi Pais			
CCIH:HAITI Emergency Spending Allocation Request (HESAR) - (BID/HA-G1005)		9/4/2010 (en cours)	Chambre de Commerce et d'Industrie d'Haïti			
SOGESOL:HAITI Emergency Spending Allocation Request (HESAR) - (BID/HA-G1007)		7/4/10-26/02/10 (en cours)	Sogebank			
Action pour la Coopération avec la Micro Entreprise (ACME) : HAITI Emergency Allocation Request - (HESAR) - (BID/HA - G1008)		9/4/2010 (en cours)	BID			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Veterimed : HAITI Emergency Spending Allocation Request(HESAR) - (BID/HA-G1010)		9/4/2010 (en cours)	VETERIMED			
FHAF:HAITI-Emergency Especial Allocation Request (HESAR) - (BID/HA-G1013)		28/04/2010 (en cours)	FHAF			
DID:HAITI-Emergency Especial Allocation Request (HESAR) - (BID/HA-G1014)		12/4/2010 (en cours)				
ANATRAF:HAITI-Emergency Especial Allocation Request (HESAR) - (BID/HA-G1016)		28/04/2010 (en cours)	Association Nationale des Transformateurs de Fruits			
Femmes en Démocratie (FED): Haiti Emergency Spending Allocation Request (HESAR) - (BID/HA-G1017)		28/04/2010 (en cours)	BID			
ICEF-HAITI: Emergency Spending Allocation - (BID/HA-G1018)		6/9/2010 (en cours)	(ICEF-DA)			
Universite de Quisqueya (UNIQ): Haiti Emergency Spending Allocation Request (HESAR) - (BID/HA-G1020)		16/12/2010 (en cours)	Université Quisqueya			
Partial Credit Guarantees Fund - (BID/HA-G1022)		(en cours)	FDI			
HA-G1022 Partial Credit Guarantee Fund *(HRF)*		22/02/11-28/02/17 (en cours)	BID			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Technology Transfer to Small Farmers Program (BID/HA-G1025)		(en cours)	MANDR	Pas d'appropriation par les agriculteurs	Application méthodologie plus appropriée	
Financial Sector Reform Support Program - (BID/HA-L1008)		6/2/07-31/12/11 (en cours)	MEF			Fresnel DORCIN Secrétaire d'État Production Végétale MARNDR - Phone 3993 5733
Appui supplémentaire au réseau de distribution d'électricité à Port-au-Prince - (BID/HA-L1035)		22/09/10 - 30/09/14 (en cours)	EDH			
Services d'aide aux entreprises et de formation (BID/HA-L1057)		26/09/11-31/12/15 (à venir)	Fond De Développement Industriel			
Promotion of Community Tourism in the North Department of Haiti - (BID/HA-M1012)		24/03/2008 (en cours)	Fondation pour le développement du tourisme alternatif en Haïti			
Support for Export Quality Fruits - (BID/HA-M1015)		28/08/08 (en cours)	Association Nationale des Transformateurs de Fruits			
Inclusive Business in the value chain of an Industrial Park (BID/HA-M1041)		(en cours)	Instituto Dominicano de Desarrollo Integral Inc.			
CP-Marigot Development and implementation of financial products for housing for - (BID/HA-S1008)		(en cours)	Reseau Des Caisses Populaires Haïtiennes			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
CP:Fraternité- Development and implementation of financial products for housing - (BID/HA-S1009)		(en cours)	Réseau Des Caisses Populaires Haïtiennes			
CP-Kotelam Development and implementation of financial products for housing for - (BID/HA-S1012)		(en cours)	BID			
Updating of Road Inventory and Classification - (BID/HA-T1006)		2/3/2005 (en cours)	MTPTC			
Policy and Strategy for Integrated Watershed Management - (BID/HA-T1039)		10/8/2006 (en cours)	MANDR			
Feasibility Studies for a Second Landfill in Port-au-Prince - (BID/HA-T1060)		18/01/2008 (en cours)	MTPTC			
Strengthening the Internal Debt Sustainability Analysis Unit - (BID/HA-T1083)		8/6/2010 (en cours)	MEF			
Support to the Presidential commission on Education Reform - (BID/HA-T1098)		5/12/2008 (en cours)	BID			
Handicraft and Local Development in Ganthier - (BID/HA-T1108)		24/06/2009 (en cours)	MEF			
Pilot Project to Provide Capacity Building for Cleft Lip and Palate Care in Haiti -		(en cours)	Zanmi Lasanté			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Support to Haiti's PDNA - (BID/HA-T1128)		31/03/2010 (en cours)	BID - Gment d'Haiti			
Fiduciary Support for the Partial Credit Guarantee Fund - (BID/HA-T1132)		(en cours)	BID			
Support for the Business Development Services Program - (BID/HA-T1139)		(en cours)	BID			
Roundtable with the New Haitian Government (BID/HA-T1144)		(en cours)	BID			
Preparation of Full-Sized GEF Project HA-X1002 - (BID/HA-X1009)		24/10/2008 (en cours)	BID			
GEF Emergency Program for Solar Power Generation and Lighting - (BID/HA-X1018)		16/03/2010 (en cours)	BID			
Preparation for MIF actions in Haiti following the earthquake: Emergency Approval - (BID/HA-X1020)		22/01/2010 (en cours)	BID			
Administration of donor Resources for Haiti - UNASUR - (BID/HA-X1023)		(en cours)	BID			
Atténuation des Désastres Naturels dans le Département du sud -		(en cours)	BID			
HAITI SME FUND AND BUSINESS DEVELOPMENT SERVICES: “PRODUCTIVE HAITI" / NY Pledge (New Funds) / Approuvé par la CIRH / (Source : OSE/ Espagne)		30/06/2011-30/06/2013 (en cours)	BID			

Banco Interamericano de Desarrollo

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décision	Chargé de suivis
Programme pour la mise en place d'un fonds de garantie de crédit Partiel / CIRH-CN000048 / (Source : FRH)		(en cours)				
Debt relief - (Existing Funds) /// (Source : OSE/Royaume-Uni)		(en cours)	BID			
PROGRAMME DE REPONSE A L'EMERGENCE DU CHOLERA EN HAÏTI		21/12/2010-21/06/2012 (en cours)	BID			
Financement IDB / NY Pledge (New Funds) / Approuvé par la CIRH) / (Source : OSE/Norvège)		1/1/2011 (en cours)	BID			
Route des rails - Projet d'infrastructure routière / (Source : ACDI / A034109-001/ A034109-002)		30/06/2008-30/06/2011 (en cours)	BID			
Support to the Implementation of the Education Plan and Reform in Haiti, 2 projects* /		1/1/2013-31/12/2013	BID			
Remise en état de l'infrastructure économique de base / (Source : ACDI / A033457-001/ A033457-002)		30/06/2007-30/06/2011 (en cours)	BID			

Banco Interamericano de Desarrollo

NOTIFICATIONS

Dans le secteur de l'éducation avec le FAES, l'attention s'est focalisée sur ***les programmes de réhabilitation ou de construction d'écoles*** *où des retards ont été enregistrés par rapport à la réhabilitation de 19 écoles et la construction de 30 autres. Les changements imposés par les conditions post séismes obligent à des reconsidérations de couts et des montants supplémentaires de l'ordre de 2 millions de dollars pour renégocier les contrats. FAES devrait produire une requête au ministre de l'Economie et des Finances pour ce montant additionnel.*

Le modèle d'écoles envisagé préalablement pour un cout de 700.000.00$ US doit être revu et le montant considérer a la baisse en adoptant le modèle type retenu par BMPAD au cout de 400.000.00$ US. Ceci permettrait d'épargner des ressources au profit du programme « écoles gratis ». Il devrait en être de même pour les lycées. Le BMPAD offre deux modèles différents a un cout nettement meilleur que celui envisagé initialement. Tout compte fait, on peut faire 40% d'économies par bâtiments et ***dégager des fonds pour subventionner 200.000 enfants en plus****. Suivant le choix stratégique du Ministère, on pourra désaffecter des ressources pour les réaffecter ailleurs.*

*Le financement n'est pas la seule contrainte signalée, le choix des sites pose aussi problème****. Certains sites jugés appropriés n'ont pas de titres de propriété****, d'autres ne sont pas conformes aux exigences géotechniques où au positionnement des écoles par rapport à la population. En la matière, il est évident qu'il faut* ***recourir au service de la DGI*** *pour disposer de terrains viables.*

Autre contrainte signalée, celle de la formation des maitres qui est une composante du renforcement institutionnel. En principe, les fonds sont disponibles pour la formation nécessaire vu le nombre de nouveaux enfants fréquentant l'école avec la gratuité de la scolarité, cependant le MEFP n'arrive pas à dégager les moyens financiers nécessaires pour intégrer dans le système tous les maitres qui ont reçu une formation malgré les besoins. Le MEFP se retrouve dans une impasse et se trouve dans l'obligation de temporiser sur le programme de formation.

Présence de laboratoires pour les travaux publics et le bâtiment. *Vu le nombre de chantier en activité le LNBTP se trouve dépassé par les demandes d'essais malgré la présence d'autres laboratoires prives dans le pays, ce qui crée des blocages ou retards dans les chronogrammes. Aussi, est-il primordial que d'autres laboratoires reçoivent la certification pour fonctionner en Haïti.*

Banco Interamericano de Desarrollo

***Pour avoir l'Appui Budgétaire**, la BID doit disposer de la note d'agrément du Conseils des Ministres. Le nécessaire n'a pas été fait à la date de la réunion pour rendre disponible cet appui à la République d'Haïti. Il revient au Ministre de l'Economie et des finances de transmettre officiellement à la BID la note d'agrément. Une fois cette formalité remplie la BID pourra dans les 3 jours qui suivent procéder au versement de la tranche d'appui budgétaire requise. Promesse a été faite par le Premier Ministre de supporter la validation du texte qui sera introduit par le Ministre de l'Economie et des finances au prochain Conseil des Ministres.*

***EDH et ses contraintes.** Le financement et la réforme de l'EDH est très complexe et touche plusieurs compartiments dont les activités programmées accusent un retard par rapport à la programmation. Il en est de même pour celles relatives aux lignes de transmission allant vers le barrage de Péligre, alors que d'autres… dans le cadre du plan d'action pour Tabarre où les réserves sont produite vu que le projet modifié augmente jusqu'à 100% du cout initial. La nouvelle version doit être approuvée en Conseil des Ministres dans deux semaines*

Les facilites pour le dédouanement du matériel importé par la firme Frishner concernée par les travaux ne sont pas toujours évidentes. Des retardes inhérents aux formalités douanières entravent et compromettent le calendrier initialement étable. Pour pallier cette difficulté, il y a lieu d'introduire auprès de l'administration concernée, dès la commande, la liste du matériel et des équipements qui font besoin pour les travaux à entreprendre.

Le système de facturation mis en place dans le cadre de la reforme fonctionne de manière erronée. Le problème semble venir du logiciel traitant les données de base.

Face à l'inflation y afférente, UTE doit procéder à des révisions de prix.

Quand a la DINEPA, elle confronte actuellement un problème d'assistance technique pour lequel il faut envisager une solution appropriée qui relève avant tout de l'institution.

Banco Interamericano de Desarrollo

Relevé des contraintes ou points de blocage dans la mise en œuvre



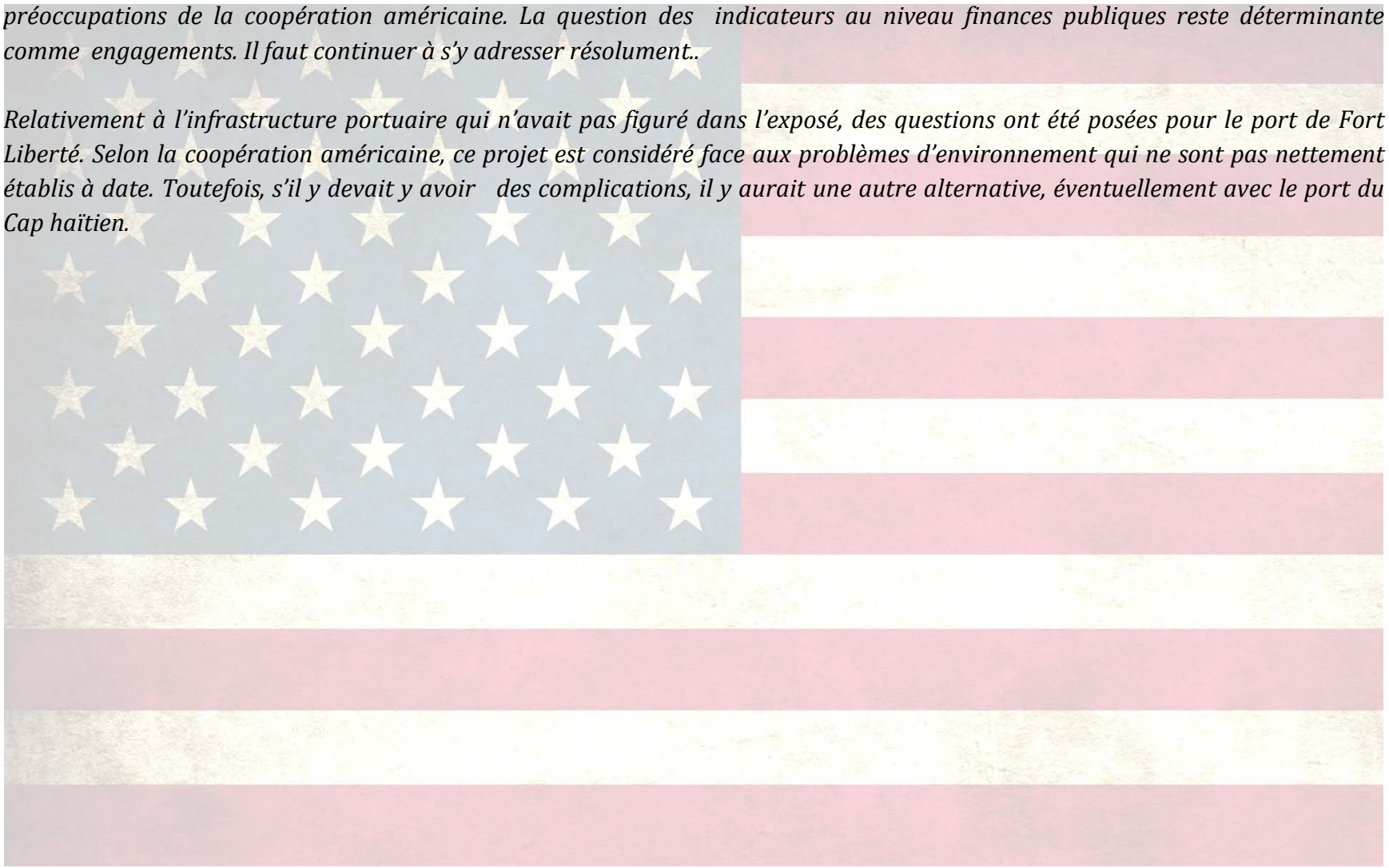
Au niveau de l'exposé, les responsables de la coopération sont affirmatifs dans le fait qu'il existe une bonne corrélation entre les cadres stratégiques du gouvernement et ceux retenus par la coopération américaine même si une bonne partie du financement passe par le biais des ONG. On s'y retrouve au niveau des piliers stratégiques que sont l'infrastructure et l'énergie, la sécurité alimentaire et économique, la santé et l'éducation, la gouvernance et l'état de droit.

Dans la mesure où l'Administration haïtienne dégage certains indicateurs jugés utiles au regard de la bonne gouvernance, de la gestion des ressources mises à la disposition du peuple haïtien, une enveloppe financière plus consistante peut lui être attribuée directement pour la réalisation des programmes et projets, contrairement à la situation actuelle..

L'appui au développement se fait dans trois zones particulières ou corridors de développement : l'axe de la route nationale no1 dans le Nord et le nord Est, le corridor de St Marc et la Plaine du Cul de Sac/Port-au-Prince.

La transparence au niveau de la gouvernance en général et de la gouvernance économique en particulier fait partie des préoccupations de la coopération américaine. La question des indicateurs au niveau finances publiques reste déterminante comme engagements. Il faut continuer à s'y adresser résolument..

Relativement à l'infrastructure portuaire qui n'avait pas figuré dans l'exposé, des questions ont été posées pour le port de Fort Liberté. Selon la coopération américaine, ce projet est considéré face aux problèmes d'environnement qui ne sont pas nettement établis à date. Toutefois, s'il y devait y avoir des complications, il y aurait une autre alternative, éventuellement avec le port du Cap haïtien.





MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
REVUE DE PORTEFEUILLE
USAID
16 SEPTEMBRE 2013

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Feed the Future West/WINNER	127,033,860	11/3/11-31/05/14 (En Cours)	Chemonics International			
Programme de Renforcement du Ministere de la Sante Publique a s'approvisionner en produits pharmaceutiques et autres produits medicaux.	102,509,591	29/09/05-30/09/15 (En Cours)				
Multi Year Assistance Program - World Vision	91,616,306	11/2/08-30/09/13 (En Cours)	World Vision International			
Feed the Future - North	87,825,079	1/4/13-31/03/18 (En Cours)	Development Alternatives, Inc.			
Multi Year Assistance Program - CRS	61,658,066	11/02/08-30/09/13 (En Cours)	Catholic Relief Services			
Multi Year Assistance Program - ACDI/VOCA	37,434,726	19/02/08-30/09/13 (En Cours)	Agricultural cooperative development international/Volunteers and overseas cooperative assistance			
Programme de Financement Intégré pour les Filières et les Entreprises Agricoles (HIFIVE) /	37,169,702	1/6/09-31/05/14 (En Cours)				
Projet de Protection des droits des Femmes, des enfants et des jeunes.	25,176,862	5/3/2012-4/3/2017 (En Cours)	CARE International			



MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
REVUE DE PORTEFEUILLE
USAID
16 SEPTEMBRE 2013

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Programme Haïtien d'Appui à la Réforme de l'Education /Support for Haitian Education Reform (PHARE)	24,984,940	5/5/08-31/12/11 (Clôturé opérationnellement)		Problèmes de gouvernance et de responsabilisation. problèmes de coûts récurrents pour le fonctionnement et la gestion	Préparer un rapport sur l'ensemble des coûts récurrents résultants des projets pour discussion avec le MEF	M. Vanneur PIERRE Ministre Education Nationale - Phone 3732 0321 - de concert avec Ministre Economie et Finances
Projet de Sante pour le Développement et la Stabilité d'Haïti (SDSH) II	22,823,032	1/8/12-30/11/13 (En Cours)				
Konesans E Konpetans Teknik	21,795,824	18/10/12 7/10/16 (En Cours)				
Mécanisme Central pour l'Acquisition de contraceptifs / Central Contraceptive Procurement	20,287,824	30/09/10-1/1/18 (En Cours)				
Projet d'amélioration des services judiciaires et de réforme du secteur de la Justice /	19,835,005	18/06/10-30/04/14 (En Cours)	Tetra tech			
Usine électrique du Parc Industriel du Nord / North - Caracol Power Plant	18,200,148	28/10/11-31/05/13 (Clôturé opérationnellement)	ESD Engineering			
Projet de construction de logements a Caracol-Caracol EKAM / North - Caracol EKAM Construction	18,037,010	26/04/12-30/09/13 (En Cours)	Thor Construction			
Projet de marketing social: Support au VIH/SIDA et fourniture de resources d'assistance technique (PROMARK) / PROMARK - Strengthening and Expanding Social Marketing in Haiti (AIDSTAR)	17,293,068	8/5/09-15/04/14 (En Cours)	Population Services International-PSI			



MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
REVUE DE PORTEFEUILLE
USAID
16 SEPTEMBRE 2013

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Health, Finance and Governance	14,756,918	30/09/06-29/09/17 (En Cours)				
Amélioration du système de gestion de l'alimentation électrique a Port-au-Prince /Improved Health Facility Infrastructure	13,707,924	1/10/09-30/09/13 (En Cours)		Mauvaise gestion du système de production et de distribution	Contrat de gestion à promouvoir pour l'E d'H	Contact à faire avec le CMEP par la Primature. M. Carl JEAN LOUIS Chef Cabinet du Premier Ministre
Projet d'investissement pour les envois de fonds de levier et le financement du secteur privé (LEAD)/ Leveraging Effective Application of Direct Investments (LEAD)	13,250,000	28/07/11 (En Cours)	Pan American Development Foundation			
Préparation du site de construction de logements-EKAM Caracol / North - Caracol EKAM Site Prep Development	13,079,578	5/10/11-30/11/13 (En Cours)	CEEPCO Contracting LLC	Manque de capacité de l'EPPLS	Impliquer systématiquement l'UCLBP dans la résolution des problèmes	USAID
Projet Tout Timoun Al Li (TOTAL)	12,965,642	1/8/12-05/12/15 (En Cours)				
Projet de Renforcement du Système de Santé Haïtien / Leadership, Management and Sustainability Project	11,976,023	16/03/10-14/03/15 (En Cours)		Problèmes de gouvernance et de responsabilisation. problèmes de coûts récurrents pour le fonctionnement et la gestion	élaborer un rapport sur l'ensemble des coûts récurrents résultants des projets pour discussion avec le MEF	Dr Florence GUILLAUME, Ministre Santé Publique - phone 3751 5551 - de concert avec Ministre Economie et Finances
Accord pour le Renforcement du Ministère de l'Agriculture (PASA).	10,000,000	10/2/11-2/2/14 (En Cours)				



MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
REVUE DE PORTEFEUILLE
USAID
16 SEPTEMBRE 2013

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Projet de Prevention contre le Sida (PrevSida II) / PrevSIDA Component II / PrevSIDA Component II	8,946,668	15/09/10-14/03/15 (En Cours)	Population Services International-PSI			
Amélioration des Technologies liées a la cuisson / Improved Cooking Technologies	8,246,656	31/01/12-26/01/15 (En Cours)	Chemonics International			
North - Pilot Project for Sustainable Electricity Distribution	8,000,000	2/5/13-01/05/16 (En Cours)				
Support of Government of Haiti Strategic Health Information Systems	7,801,700	25/02/13-24/02/17 (En Cours)				
South - DLA 1.5 Housing Construction	6,591,365	24/04/12-31/08/13 (En Cours)	CEMEX HAITI SA			
Projet pour la gestion des activités de conception en ingénierie et de construction dans le corridor du Cap-Haitien en prévision de la construction de logement / North - Construction Management Contract (CMC)	4,198,119	9/12/11-30/03/14 (En Cours)	PHS Group INC			
Demographic Health Survey (DHS)	4,030,000	30/09/2008 (En Cours)				
Health Program to Reduce and Control Contagious Diseases in Haiti's Prisons	3,198,624	26/09/11-25/09/15 (En Cours)	Health Through Walls			
Réhabilitation et réintégration des personnes handicapées (composante 1) / Rehabilitation and Reintegration of People with Disabilities in Haiti, Component I	3,091,945	1/3/12-22/05/15 (En Cours)	Project Hope			
Haiti Hope	3,000,000	19/09/11-8/9/13 (En Cours)				

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Réhabilitation et réintégration des personnes handicapées (composante 4) / Rehabilitation and Reintegration of People with Disabilities in Haiti, Component IV / Rehabilitation and Reintegration of People with Disabilities in Haiti, Component IV	2,838,222	6/3/12-5/3/15 (En Cours)	Christian Blind Mission			
Projet d'Electrification Communautaire	2,354,808	17/01/12-30/09/13 (En Cours)				
DCA - SOFIHDES III	1,859,501	26/09/12-30/09/19 (En Cours)				
Réhabilitation et Réintégration des personnes handicapées (composante 2)/	1,841,568	16/12/11-15/12/14 (En Cours)	Handicap International			
DCA - Le Levier II	1,424,250	27/09/12-30/09/21 (En Cours)				
PrevSIDA Component I (terminated early)	1,379,941	15/09/10-14/03/15 (En Cours)	World Vision International			
Strengthening Partnerships, Results and Innovations in Nutrition Globally	1,319,900	1/10/11-30/09/16 (En Cours)				
DCA - SOGESOL	1,248,000	26/09/12-30/09/21 (En Cours)				
Semi-permanent offices for GOH Executive Branch		8/3/10-15/05/10 (En Cours)				



MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
REVUE DE PORTEFEUILLE
USAID
16 SEPTEMBRE 2013

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
DCA - Micro Credit National		26/09/12-30/09/17 (En Cours)				
Gender-based Violence - Support for and Empowerment of Vulnerable Women in High-Risk Environments	599,938	29/12/11-28/12/13 (En Cours)				
DCA - SOFIHDES I	584,184	30/09/08-30/09/13 (En Cours)				
DCA - Action Pour La Coopération Avec La Micro Entreprise (ACME)		30/09/08-30/09/13 (En Cours)				
Renewables Feasibility Assessment (NREL 632b)		23/05/12-1/7/14 (En Cours)				
CDC Interagency Agreement		25/08/06-30/09/13 (En Cours)				
Appui à la formation de la police nationale d'Haïti (PNH) et contributions d'UNPOL à la MINUSTAH		1/9/04-30/06/13 (Clôturé opérationnellement)	MJSP	Coûts récurrents en augmentation pour la PNH	Elaboration d'un rapport relatif aux coûts récurrents en vue discussion avec le MEF	M. Rudy ALY Directeur Général Ministère de la Justice - Phone 3754 4380 / 4799 8860 et de la de concert avec Ministre Economie et Finances
Mémorandum d'entente sur la coopération		3/3/13-13/12/13 (En Cours)	MPCE			
Appui du programme de justice pénale en Haïti		3/3/13-1/3/17 (En Cours)	MJSP	Faiblesse dans la coordination et le suivi des projets, notamment pour l'assistance judiciaire	Une Attention plus soutenue doit être accordée par le MJSP à la réalisation du projet d'assistance qui concerne 15 juridictions	M. Rudy ALY Directeur Général du MJSP - Phone 3754 4380/ 4799 8860
Mémorandum d'entente sur la coopération.		1/8/10-01/09/16 (En Cours)	MPCE			

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe(s) d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Initiative sur l'État de droit		15/03/12-31/03/15 (En Cours)				
Activités dans les secteurs du maintien de l'ordre et de la justice en Haïti du Nord		10/7/12-30/09/13 (En Cours)	MJSP			
Appui à l'Unité centrale de renseignements financiers (UCREF) d'Haïti		12/9/12-15/03/14 (En Cours)	MEF			

NOTIFICATIONS

Il n'a pas été enregistré de contraintes majeures a la mise en œuvre des actions programmables si ce n'est pour l'aspect construction ou la non disponibilité des terrains pose problème soit pour les logements dans le Nord Est , soit pour les tribunaux de paix ou pour d'autres publics pour d'autres secteurs comme la santé publique. Dans les faits, le problème signalé n'est pas évident, la Direction Générale des impôts dispose de compétence nécessaire pour régulariser toute situation au niveau titre de propriété pour les terres de l'Etat.

Des questionnements sur la construction de logements et leur localisation. Le nombre de logements retenus dans l'exposé de l'USAID, 1800 unités, est bien différent de l'effectif déclaré initialement qui était de 5000 unités environ. Dans ce champ d'intervention, l'EPPLS est l'interlocuteur privilégié l'UCLBP qui est officiellement mandatée pour coordonner globalement toutes les opérations en la matière semble ne pas avoir été touchée.

Le programme d'assistance légale financée par l'USAID touche une quinzaine de juridictions. L'accent est mis particulièrement sur celle de Port-au-Prince .Globalement, on enregistre quelques difficultés dans la coordination, ce qui ne permet pas d'atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires. Une action plus soutenue de la part du MINISTERE de la justice doit être réalisée pour avoir plus de performance.

Relevé des contraintes ou points de blocage dans la mise en œuvre

La Banque Mondiale a certes concentré son exposé sur l'ensemble des grands programmes financés, notamment dans le secteur de l'infrastructure, au niveau de l'énergie en partenariat ou en complémentarité avec la Banque Interaméricaine de Développement et l'USAID, dans le secteur de l'Education et a pu noter des contraintes qui entravent la bonne marche des opérations.

Dans le secteur de l'Education, *la Banque intervient dans la construction, la subvention, le renforcement des capacités, toutefois, un problème majeur d'ordre stratégique pèse sur la durabilité des interventions. Le premier problème est celui du suivi et de l'évaluation. Il n'y a pas de repères, pas d'indicateurs. La formation des maitres permet-elle d'augmenter le taux de scolarisation alors qu'un nombre appréciable reste au chômage.*

L'appui institutionnel *au Ministère touche aussi bien l'assistance technique qui compte tenu des besoins mérite d'être mieux configurée à partir d'un cadre mieux défini qui retient tous les aspects au-delà de la nouvelle demande pour les UEP. La Banque serait prête à prendre en charge deux ces Unités sectorielles dans le cadre du système de planification.*

Les subventions *accordées par les bailleurs dans le cadre de projet comme le PET sont limitées dans le temps. Une prise en charge non assurée ne peut nullement garantir l'avenir en termes d'acquis. Il est judicieux qu'un mécanisme de financement vienne relayer les efforts qui ont été déployés à date.*

En principe, trois instruments permettent de juger, de rendre compte : le plan d'action annuel, le plan de passation de marché, la budgétisation. A l'état actuel, il est difficile de parler de la corrélation entre ces instruments au sein de l'institution qui se révèlent inadéquats. Des redressements sont nécessaires.

Par ailleurs, il est difficile de faire preuve de performance quand il faut attendre une année entière pour le dédouanement de manuels scolaires destinés à l'enseignement public alors que l'année scolaire s'est déjà achevée.

il importe de prévenir de telles situations.

Il est impératif de s'attaquer au problème des contrats défaillants qui bloquent la conduite des opérations vu qu'on se retrouve dans l'impossibilité de lancer de nouveaux marchés.

L'ONAPE n'a pas été mise en place malgré les promesses alors que 80% de l'enseignement est assuré par le privé et seulement 20% par l'Etat qui n'arrive pas à bénéficier de l'appui budgétaire de 13 millions de dollars octroyé par l'Espagne. Dans ce contexte, on doit aussi penser à la mise en place du Comité de pilotage. Tout ceci constitue des entraves à la bonne marche des opérations et l'appropriation communautaire attendue n'est pas au rendez-vous .

Dans le cadre du secteur des transports, *il est important d'apporter les solutions immédiates aux* ***problèmes d'expropriation*** *avec lesquels on se bat et qui entrave la bonne marche des projets en engendrant des retards considérables.*

Le Renforcement de capacité et du ***staffing de l'UCE*** *se pose avec un nombre croissant de projets à gérer avec les problèmes de salaire. Cette question doit être adressée si on recherche plus d'efficacité dans la gestion globale des activités.*

Le FER dans sa constitution actuelle *ne permet pas de s'adresser globalement à l'entretien routier. Il faut donc sortir du cadre actuel trop limitatif pour avoir une vision d'ensemble de l'entretien et y apporter des solutions appropriées.*

Dans le secteur Energie*, il faut avoir un rythme d'exécution plus agressif ; ce rythme doit être accéléré au cours de la prochaine année fiscale.*

EDH avec les subventions du Trésor public pose un sérieux problème macroéconomique sur le budget national. Il fait face à de sérieux problèmes de gestion technique et commerciale qui ne sont pas encore maitrisés malgré l'accompagnement dont il bénéficie dans le cadre des financements actuels avec la plupart des grands bailleurs : la BID, l'USAID, la Banque Mondiale, l'Espagne, ou sur la base de prestations de service avec l'Allemagne, la France. Le rythme d'exécution du projet PRELEN n'est pas satisfaisant. Un mode de gestion axé sur les résultats avec des contrats de performance doit être de rigueur au sein de l'institution.

Le problème de facturation reste et demeure. Il est impérieux de revoir systématiquement les aménagements qui ont été opérés dans le système entrainant une adéquation réelle entre consommation réelle et bordereau.

Ed'H doit étoffer son personnel avec le recrutement de jeunes cadres associés à des consultants étrangers pouvant compléter leur formation.

L'amélioration des performances financières et commerciales oblige à la mise en place d'un plan d'action annuel octobre 2013 /septembre2014 associé à un plan de passation des marchés et de prévision des décaissements.

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organes D'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
BM/P127203 - Rebuilding Energy Infrastructure and Access	90,000,000	27/09/12-31/12/17 (En Cours)	EdH	Lenteur enregistrée dans toutes les activités	Il est nécessaire d'accélérer le rythme d'exécution. Plan de travail annuel 2013/2014, plan de passation de marché et prévision des décaissements à préparer rapidement. Validation par le Ministre des TPTC. Evaluation périodique à faire	M. Jean Errol MOROSE Ed'H Directeur Général - Phone 3702 0209
BM/P121391 - Haïti- Projet du Programme de Support Post-Catastrophe de Garantie Partielle de Crédit	5,000,000		BID			
BM/P120895 - Projet des Infrastructures et Institutions de Redressement d'Urgence	48,200,000					
BM/P126346 - Gestion des risques de catastrophes et Projet de reconstruction	58,400,000	3/4/12-31/12/16				
BM/P126744 - Projet de renfort des services Publics Agricole II (RESEPAG II)	36,000,000	3/4/12-30/12/16 (En Cours)	MARNDR	Renforcement capacités mise en oeuvre	Recrutement personnel manquant à Unité de Coordination RESEPAG I et II . Introduire critères de performance dans le projet	Fresner DORCIN Secrétaire d'Etat à la production végétale - Phone 3993 5753
BM/P114174 - Haiti Education pour tous - Fonds Catalytiques	2,300,000	19/05/10-31/10/15 (En Cours)	Banque Mondiale - Fonds Externes			
BM/P124134 - Education pour Tous-Phase 2	57,000,000	3/4/12-30/06/15 (En Cours)	MENFP	Faiblesse dans la Coordination sectorielle	Renforcement des capacités institutionnelles. Plan de renforcement à établir par le secteur	M. Vanneur PIERRE Ministre de l'Education Nationale

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organes D'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Projet de Reconstruction d'habitation Communautaires à Port-au-Prince - CN/000208 - (Source : FRH)		30/06/15 (En Cours)	Banque Mondiale - IDA			
BM/P125805 - PROJET DE RECONSTRUCTION DE LOGEMENTS DANS LES QUARTIERS DEFAVORISES DE PORT-AU-PRINCE (PREKAD)	60,000,000	28/07/11 - 30/06/15 (En Cours)	Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement			
BM/P123483 Adolescent Girls Initiative (TF011862)	510,000	1/1/2011 - 31/12/14 (En Cours)	Banque Mondiale - Fonds Externes			
Housing Community Reconstruction Support (P124983 / TF098974)	398,000	4/1/11- 31/12/14 (En Cours)				
Pilot Program for Climate Resilience* (P128333 / TF010119)	310,000	1/1/2011 - 31/12/14 (A venir)	COMITÉ INTERMINISTÉRIEL D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	Retard dans la mise en oeuvre	Activer les démarches visant la mise en chantier de toutes les opérations	Mme Michèle ORIOL Coordonnateur CIAT - Phone 3132 8488

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organes D'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
BM/P113623 - Strengthening the Management of Agriculture Public Services (GFRP)	3,200,000	13/10/09 - 30/06/14 (En Cours)	MARNDR	Beaucoup de Lenteur enregistrée dans toutes les activités	le rythme d'exécution doit être accéléré. Etablir Plan de travail annuel 2013/2014, de passation de marché et prévision des décaissements. Evaluation périodique à faire	M. THOMAS Jacques Ministre MARNDR - Phone 3812 2790
P106699/P121833 - Projet national de développement communautaire participatif en milieu urbain (PRODEPUR)	25.700,000	21/02/11 - 31/03/14 (En Cours)	Gouvernement d'Haiti			
BM/P114936 - Rural Water and Sanitation Project - SPF (TF093527)	2,100,000	8/1/09- 30/11/13 (En Cours)	DINEPA			
BM/P095523 - Haïti : Projet de transport et de développement territorial	4,000,000	13/12/06 - 30/07/13 (En Cours)	Ministère des Travaux Publics, Transports et Communication	Gestion d'un Nombre croissant de projets à exécuter - Retard relatifs aux expropriations qui ralentissent la mise en oeuvre	Renforcement capacité de gestion et d'exécution de l'UCE	
BM/P114292 - Haïti- Projet de la Reconstruction d'Urgence de Pont et Réduction de la Vulnérabilité	8,400,000	31/03/2009- 30/06/13 (En Cours)	Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement			

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organes D'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
BM/P093640 - Haiti Community Driven Development (CDD) Project / PRODEP	900,000	28/07/2005-30/06/13 (En Cours)	Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement			
BM/P120110 - Cholera Emergency Response Project	5,100.00	7/2/2011 - 30/06/13 (En Cours)	Fonds d'assistance économique et social			
TF099459 - Reducing Disasters Risks in Haiti's Health Infrastructure	105,000	4/4/2011 - 30/06/13 (En Cours)	- Organisation Mondiale de la Santé - - Organisation Panaméricaine de la Santé			
BM/P098531 - Haïti : Projet de réduction des pertes dans le secteur électrique	2,400,000	31/07/2007-28/02/13 (En Cours)	Banque Mondiale - IDA	Retard appréciable dans l'exécution	Le rôle de l'E d'H doit être redéfini. Il doit se soustraire des prestations commerciales et techniques pour rester dans le cadre normatif. Mode de gestion de l'Ed 'H axé sur les résultats. Contrats de performance à signer avec les Directeurs.	M. Jean Errol MOROSE Ed'H Directeur Général - Phone 3702 0209

NOTIFICATIONS

Dans le secteur de l'éducation ou FAES agit comme agence d'exécution, l'attention s'est focalisée sur les programmes de réhabilitation ou de construction d''écoles ou des retards ont été enregistrés par rapport a la réhabilitation de 19 écoles et la construction de 30 autres. Les changements imposés par les conditions post séismes obligent à des reconsidérations de couts et des montants supplémentaires de l'ordre de 2millions de dollars sont nécessaires pour renégocier les contrats
FAES doit produire une requête au Ministre de l'Economie et des finances pour ce montant additionnel.

Le modèle d'écoles envisagés préablement pour un cout de 700.00.00$ US doit être venu revu et le montant considéré a la baisse en adoptant le modèle type retenue par BMPAD au cout de 400.000.00$ ceci permettrait d'épargner des ressources au profit du programme « écoles gratis ».

Il devrait en être de même pour les lycées le BMPAD offre deux modèles différents a un cout nettement meilleur que celui envisagés initialement.

Tout compte fait, on peut faire 40% d'économies par bâtiments et dégager des fonds pour subventionner 200.000 enfants en plus. Suivant le choix stratégiques du Ministère on pourra désaffecter des ressources pour les réaffecter ailleurs.

Le financement n'est pas la seule contrainte signalée, le choix des sites pose aussi problème. Certains sites jugés appropriés n'ont pas de titres de propriétés, d'autres ne sont pas des conformes aux exigences géotechniques ou au positionnement des écoles par rapport à la population. En la matière il est évident qu'il faut recouvrir de la DGI pour disposer de terrains viables.

Autres contrainte signalée, la formation des maitres, composante du renforcement institutionnel. En principe, les fonds sont disponible pour la formation nécessaire vu le nombre de nouveaux enfants fréquents l'école avec la gratuité de la scolarité, cependant le MENFP n'arrive pas à dégager les moyens financiers nécessaires pour intégrer dans le système tous les maitres qui ont reçu une formation malgré les besoins .le MENFP se retrouve dans une impasse et se trouve dans l'obligation de temporiser sur le programme de formation.

Présence de laboratoires pour les travaux publics et le bâtiment*. Vu le nombre de chantier en activité le LNBTP se trouve dépasser par les demandes d'essais malgré la présence d'autres laboratoires privés dans le pays, ce qui crée des blocages ou retards dans les chronogrammes. Aussi, est- il primordial que d'autres laboratoires reçoivent la certification pour fonctionner en Haïti.*

Pour avoir l'Appui budgétaire *avant la fin de l'année fiscale, la BID doit disposer de la note d'agrément du Conseil des Ministres. Le nécessaire n'a pas été fait à la date de la réunion pour rendre disponible cet appui à la République d'Haïti. Il revient au Ministre de l'Economie et des Finances de transmettre officiellement à la BID la note d'agrément. Une fois cette formalité remplie la BID pourra dans les 3 jours qui suivent procéder au versement de la tranche d'appui budgétaire requise. Promesse a été faite par le Premier Ministre de supporter la validation du texte qui sera introduit par le Ministre de l'Economie et des Finances au prochain Conseil des Ministres.*

EDH et ses contraintes. *Le financement de la réforme de l'EDH est très complexe et touche plusieurs compartiments dont les activités programmées accusent un retard par rapport à la programmation. Il en est de même pour celles relatives aux lignes de transmission allant vers le barrage de Péligre, alors que d'autres….dans le cadre du plan d'action pour Tabarre où des réserves sont produites vu que le projet modifié augmente jusqu'ait 100% du coût initial. La nouvelle version doit être approuvée en Conseil des Ministres dans deux semaines*

Les facilités pour le dédouanement du matériel importé par la firme Frishner concernée par les travaux ne sont pas toujours évidentes. Des retards inhérents aux formalités douanières entravent et compromettent le calendrier initialement établi. Pour pallier cette difficulté, il y a lieu d'introduire auprès de l'administration concernée, dès la commande, la liste du matériel et des équipements qui font besoin pour les travaux à entreprendre.

Le système de facturation mis en place dans le cadre de la réforme fonctionne de manière erronée. Le problème semble venir du logiciel traitant les données de base.

Face à l'inflation y afférente, UTE doit procéder à des révisions de prix.

Quant à la DINEPA, elle confronte actuellement un problème d'assistance technique pour lequel il faut envisager une solution appropriée qui relève avant tout de l'institution.

Relevé des contraintes ou points de blocage dans la mise en œuvre

Au cours de l'exposé circonstanciel sur la coopération Canadienne avec Haïti, il a été spécifié que le Canada a été présent dans plusieurs secteurs avec des interventions au niveau de la Justice et de la Sécurité Publique en soutien, notamment à la PNH. Des interventions, aussi dans la Santé Publique, l'environnement, l'action communautaire.

Comme contrainte majeure signalée par la coopération canadienne : le problème des coûts récurrents.

Le cas de l'hôpital de Gonaïves a été largement évoqué pour faire part des faiblesses relevées à ce niveau. Si des dispositions très sérieuses ne sont pas adoptées pour certains équipements et favoriser l'accessibilité, cette importante structure ne pourra pas fonctionner alors que la population en a grand besoin pour recevoir les soins.

L'approvisionnement en eau potable est nécessaire, de même que la dotation en électricité.

Par ailleurs, en dehors du fonctionnement l'inauguration programmée pour le mois de janvier 2014 ne pourra pas se faire.

C'est le cas d'autres équipements ou projets financés dans le cadre de cette coopération. Mettre en place les structures c'est un aspect, assurer leur bon fonctionnement équivaut à une problématique de coûts récurrents qu'il convient d'adresser en recourant d'abord à l'établissement d'un plan global en, la matière vu que le même problème se présente avec la plupart des projets financé par la coopération internationale.

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Séisme en Haïti - Fonds de reconstruction d'Haïti / (Source / ACDI / A035138-001)	7,229,392	Association internationale de développement	30/06/10-30/06/12 (En Cours)			
Haiti Reconstruction / New York pledge (Fund New) // (source:CIDA A035138001)		Fonds de reconstruction d'Haïti	13/08/10-10/06/12 (En Cours)			
Accès accru aux soins de santé de base / (Source : ACDI / A035206-001		OPS	30/06/11-30/06/12 (En Cours)			
Accès à l'éducation primaire - Rentrée scolaire 2010-2011 / (Source : ACDI / A035198-001)		BID	30/06/11-30/03/12 (En Cours)			
Construction de l'hôpital départemental de l'Artibonite aux Gonaïves - I / (Source : ACDI / A034921-001	750,000	UNOPS	30/06/11-28/03/13 (En Cours			
Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) (SOURCE CIDA M013185-002)		Banque Mondiale	31/12/13 (En Cours)			
Route Cayes / Jérémie	33,300,000	MPTC/UCE	30/06/10-30/06/15 (En Cours)	Retard dans la mise en œuvre. Financement à assurer	Liste Entreprises à soumettre pour sélection, puis Mobilisation entreprise construction	Ing. Garry JEAN,Ing. Ramon ADRIEN, MTPTC/UCE - Phone 3690 9603
Projet d'action en matière de Formation initiale et perfectionnement des cadres de la Police Nationale d'Haïti / (Source : ACDI / A032561-001) logement (Champ de Mars) (SOURCE ACDI A035413-001)		UNOPS - OIT - OIM - PNUD	28/06/13 (En Cours)			

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Centre de coopération - Haïti/Canada - 2010-2016 / (Source : ACDI / A035002-001)			30/06/10-31/01/15 (En Cours)			
Séisme en Haïti - Coopération municipale / (Source : ACDI / A035189-001)	7,229,392	Fédération canadienne des municipalités	30/06/11-15/02/13 (En Cours)			
Appui au plan d'action pour le relèvement et le développement national d'Haïti (source ACDI/ A035133-001)		BM - Fonds de reconstruction d'Haïti	31/12/13 (En Cours)			
Renforcement de la gestion publique	2,484,203	Ecole Nationale d'Administration Publique	En cours			
Construction de l'hôpital départemental La Providence de l'Artibonite aux Gonaïves - II / (Source : ACDI / A034921-002)		UNOPS/MSPP	30/06/11-28/03/13 (En Cours)	Fonds de contrepartie non garantie par budget 2013/2014 pour mise en œuvre infrastructures périphériques Eau ; électricité ; route d'accès et fonctionnement	Financement à assurer par le Trésor Public : Discuter avec les TPTC pour les travaux d'infrastructures hors site	Dr. Lourdes Marie BELOTTE, MSSPP, Phone 3434 9521 - MEF, MPTC
Prise en charge intégrée de la santé de la mère et de l'enfant dans l'Artibonite (2) / (Source : ACDI / A035207-002		CCISD	30/06/11-30/03/16			
Programme de réhabilitation urbaine - (BID/HA-L1002)		MPCE	7/12/05-28/03/12			
Haïti : Réhabilitation et reconstruction en éducation, santé et eau potable / (Source : ACDI / S065291-001)	1,970,311	Terre sans frontières	30/06/11-30/09/13			

Reconstruction de Commissariats de police dans les zones affectées par le séisme en Haïti - START	6,000,000	OIM	En Cours			
La reconstruction de Commissariats de police et de tribunaux en Haïti - START	5,670,000	Centre canadien d'études et de coopération internationale	En Cours			
Amélioration de la qualité de l'enseignement en Haïti / (Source : ACDI / A035003-001)	5,000,000	UNESCO	30/06/2011-31/03/2015 (En Cours)			
Prise en charge intégrée de la santé de la mère et de l'enfant dans l'Artibonite (1) / (Source : ACDI / A035207-001)	5,000,000	Centre de Coopération Internationale en Santé et Développement	30/06/2011-31/03/2016 (En Cours)			
Services de santé pour les femmes et les filles / (Source : ACDI / A034732-001)	5,000,000	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	24/10/2012-3/2/2014 (En Cours)			
Déploiement de la Gendarmerie royale du Canada - START	4,944,892		En Cours			
Appui à la sécurité alimentaire / (Source : ACDI / S065314-001)	4,864,022	OXFAM Québec	30/06/2011-30/06/2012 (En Cours)			
Projet de redressement rapide pour la PNH - START	4,800,000		En Cours			
Déploiement d'agents des Services Correctionnels du Canada II - START	3,500,000		En Cours			

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Justice d'urgence de première ligne et de transition en Haïti - START	2,500,000					
Renforcer la sécurité alimentaire en Haïti (Source: ACDI/ S065219-001)	1,068,107		30/06/11-30/06/13			
Renforcement des capacités de commercialisation et d'exportation des artisans haïtiens / (Source : ACDI / S064640-Z01)	1,049,215	Autres (à spécifier)	30/06/2011-30/06/2013 (En Cours)			
Expansion des installations de formation de la PNH, y compris les agents du service correctionnel - START	1,700,000		En Cours			
Appui à la santé maternelle et périnatale par la formation initiale et continue / (Source : ACDI / S065319-001)	1,554,692	Society of Obstetricians and Gynaecologists of Canada	30/06/2011-30/06/2012 (En Cours			
UPA DI - Programme 2008-2011 (Source : ACDI S064658-PRG S064658-Z01)	1,526,554	Union des producteurs agricoles - développement international	30/06/2008-30/06/2011 (En Cours)			
Formation en premiers soins et en réponse aux urgences – START	1,300,000		En Cours			
Crédit Agricole et assurance agricole (Projet SYFAAH)	15,000,000	MARNDR	En suspend	Contrepartie du MARNDR - A hauteur de 15 millions gourdes non disponible depuis 2011	Rechercher la contrepartie	M. Jacques THOMAS Ministre MARNDR - Phone 3812 2790
Projet de revitalisation du logement et des moyens de subsistance de Haut Damien / (Source : ACDI / S065301-001)	512,928	Mennonite Central Committee	30/06/2011-30/11/2013 (En Cours)			

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Appui aux services de sécurité et d'accompagnement pour répondre au problème de violence sexo-spécifique dans les sites d'abris temporaires en Haïti - START	500,108		En Cours			
Revitalisation agricole - Haïti / (Source :ACDI S065295-001)	882,720	Hope International Development Agency	30/06/2011-28/02/2013 (En Cours)			
École de formation professionnelle à Rivière Froide / (source :ACDI / S065322-001)	789,134		30/06/2011-30/06/2012 (En Cours)			
Améliorer la santé des mères et des enfants en Haïti / (Source : ACDI / S065328-001)	770,724	International Child Care	30/06/2011-28/02/2015 (En Cours)			
Construction de l'hôpital départemental de l'Artibonite aux Gonaïves - III / (Source : ACDI / A034921-003)	750,000	UNOPS/MSPP	30/06/2011-30/06/2014 (En Cours)	Problème de fonds de contrepartie pour le fonctionnement	Requête au MEF pour avoir les ressources nécessaires	Dr. Florence GUILLAUME - Ministre MSPP - Phone 3751 5551 /MEF
Reconstruction de maisons permanentes à Petit Boucan, Gressier / (Source : ACDI / S065304-001)	649,667		1/1/2012-31/12/2012 (En Cours)			
Oxfam-Québec - Envoi de volontaires 2009-2014 (Source: MAECD/ S064524-PRG)	510,127	OXFAM Québec	En Cours			
Fondation Crudem - Programme 2010-2015 (Source : ACDI/ S064690-001)	516,132		30/06/2010-30/06/2015 (En Cours)			
Programme pour la formation et l'intégration des jeunes à l'emploi (Source: MAECD/ S065107-001)	283,446	Fondation Paul Gérin-Lajoie pour la Coopération Internationale	30/06/2010-30/06/2015 (En Cours)			

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Formation en gouvernance et gestion des hôpitaux / (Source : ACDI / S064700-001)	234,954		30/06/2009-30/06/2012 (En Cours)			
Soins de santé et education durables à Haut de St-Marc / (Source : ACDI / S064772-001)	500,000		30/06/2010-30/06/2011 (En CoursEn Cours)			
Soins de santé maternelle à Cité Soleil / (Source : ACDI / S064774-001)	450,000	Médecins du Monde - Canada	30/06/2010-30/06/2012 (En Cours)			
Mobilisation des recettes fiscales	3,251,548	Ambassade du Canada				
Améliorer l'efficacité de l'aide : Module de gestion de l'aide externe (source ACDI A031785-005)		PNUD	19/12/2012-19/06/2014 (En Cours)			
Construction académie nationale police Ganthier	705,863					
Améliorer la gouvernance (Source : ACDI/ S064760-001)	195,061		30/06/2010-30/06/2013 (En Cours)			
Programme canadien de bourses de la Francophonie (PCBF)(Source: MAECD/ S064540-001)	161,179	OIF	30/06/2009-30/06/2014 (En Cours)			
Accès au marché canadien et renforcement des capacités d'exportation (Source : ACDI/ S064640-PRG)	130,390		30/06/2009-30/06/2012 (En Cours			

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Utiliser le jeu afin de promouvoir un développement sain chez les enfants dans les Amériques (Source : ACDI/ S064713-001)	50,936		30/06/2010-30/06/2013 (En Cours)			
Meilleur accès aux services de santé et d'éducation (Source : ACDI/S064147-PRG)	50,933		30/06/2009-30/06/2014 (En Cours)			
Solidarité pour l'éducation à Jérémie / (Source : ACDI / S064265-002)	50,093		30/06/2009-30/06/2012			
De l'eau pour la santé communautaire (Source : ACDI/ S064168-PRG)	48,821		30/06/2008-30/06/2011 (En Cours)			
YMCA Canada - Programme 2009-2014 (Source: MAECD/ S064400-PRG)	41,998		En Cours			
Plan Nagua - Programme 2007-2012(Source:MAECD/S063922-PRG)	89,666		30/06/2007-30/06/2012 (En Cours)			
Koumbit : Une trousse pour le renforcement de la démocratie et de la solidarité en Haïti (Source : ACDI/ S064582-002)	69,350		30/06/2008-30/06/2012 (En Cours)			
Droits, sécurité et citoyenneté pour tous (Source : ACDI/S064164-002)	55,364	MJSP	30/06/2008-30/06/2011 (En Cours)	Titres de propriétés pour la construction du parquet de Croix des Bouquets		M. Jean Renel NELSON Ministre Justice et Sécurité Publique - phone en relation avec la DGI
Partenariats universitaires en coopération et développement (PPUCD)(Source: MAECD/	54,351		1/6/2009-31/03/2013 (En Cours)			

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Alphabétisation et Banques communautaires (Source : ACDI/ S064066-002)	35,229		30/06/2009-30/06/2012 (En Cours)			
Projet de soins de santé maternelle en Haïti / (Source : ACDI / S064143-002)	25,000	CARE Canada	30/06/2008-30/06/2011 (En Cours)			
Établissement de conditions de vie durables dans des régions de biodiversité menacée des Caraïbes (Source : ACDI/ S064667-002)	21,842	Ambassade du Canada	30/06/2009-30/06/2012 (En Cours			
Agriculture durable à Sainte-Suzanne (Source ACDI S064537-002)	13,053		30/06/2008-30/06/2012 (En Cours)			
Renforcement des capacités rurales (Source : ACDI/ S064370-002)	8,803		30/06/2008-30/06/2011			
Développement et paix - Programme 2006 - 2011			30/06/2006-30/06/2011 (En Cours)			
Mennonite Central Committee Canada - Programme 2006-2011		Mennonite Central Committee	30/06/2006-30/06/2011			

Relevé des contraintes ou points de blocage dans la mise en œuvre



L'UE finance des projets de développement dans divers secteurs tels : l'environnement, les communications, le transport, la gouvernance, l'appui à la démocratie, les droits de l'homme, l'appui aux réformes économiques et institutionnelles, le commerce et l'intégration régionale. D'entrée de jeu, le Chef de coopération de l'UE avant même de rentrer dans le cadre des exposés formels sur l'avancement des dossiers a tenu à lever un point de confusion relatif à la signature la semaine prochaine à New York de la Convention de financement portant sur l'augmentation de l'appui budgétaire du 10ème FED pour un montant de 112 millions d'euros. Les étapes indispensables à une telle démarche ne pourront pas être remplies sur une période aussi courte, La documentation relative à cet appui requiert inévitablement l'approbation de plusieurs instances de l'UE, notamment de chacun des 27 Pays membres. Fort de ces considérations, on peut comprendre qu'à New York, il y aura très certainement un acte politique, mais qui ne sera pas la signature de la Convention en tant que tel.

Au niveau de la revue des programmes et projets. Le document préparatoire au 11ème FED retient comme priorités : la gouvernance, la sécurité alimentaire, l'éducation, l'aménagement territorial dans ses composantes notamment urbaines. Ensuite, le Programme Indicatif du 10ème FED a été passé en revue. Sa mise en œuvre évolue suivant les chronogrammes d'exécution révisés à l'exception des projets de bâtiments administratifs et des projets routiers dans le Plateau Central qui sont handicapés par des problèmes d'ordre foncier.



Programme - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	décisions	Chargé de suivis
Programme d'appui a la reconstruction et à l'aménagement de quartiers pour faciliter le retour des populations sinistrées (partie aménagement urbain)	30,000,000	AFD/ONG	2011/16			
Études et initiatives pilotes visant à promouvoir la durabilité environnementale en République Dominicaine et en Haïti	928,605	MICT/Adm communales zone frontalière	2011/13			
Appui à la prise en compte du changement climatique dans le développement national d'Haïti		CIAT	2014/19			
Programme d'appui à la politique nationale des Transports Hinche /St Raphael ; Lascahobas/Belladère	93,800,000	MPTC	2010/17	Problème d'expropriation pour l'emprise de la RN3 Hinche /St Raphael et Lascahobas/Belladère	Continuer le suivi avec la Commission d'expropriation pour libérer toutes les emprises au 30 Octobre 2013. Poursuivre les travaux dans les zones libérées	M. Ronqld DECEMBRE Secrétaire d'Etat MEF, Président Commission expropriation - Phone 3733 7227 - et Ingénieur Présumé de UCLBP/CPA - Phone 3388 4444
Programme de coopération binational : appui aux infrastructures du Corridor Nord - volet piste rurales		MARNDR/MPTC	2012/17	Interlocuteurs pour Validation des études pour les pistes rurales attendues à Ouanaminthe, Dajabon et pour la Douane	Nommer un Coordonnateur pour le Programme Binational en la personne de l'Ambassadeur Guy William	Carl JEAN LOUIS, Directeur Cabinet Premier Ministre pour les démarches administratives
Programme d'informations territoriales pour le développement durable PITDD	8,995,087	MPCE/CNIGS	2005/13	Reprise de la construction du siège du CNIGS	Activer la mobilisation de la firme de construction	Joseph Maxime CHERESTAl, Directeur Cabinet Ministre Planification et Coopération Externe

Programme - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	décisions	Chargé de suivis
Programme d'appui au commerce - volet création du Bureau national de normalisation, renforcement institutionnel du MCI	2,498,681		2012/17			
Programme de coopération binational : appui à la coopération binationale dans les domaines du commerce, de l'environnement et du développement local transfrontalier	10,597,070		2012/17			
Programme d'appui budgétaire général en appui au PARDH et au DSNCRP	44,000,000	MEF	2010/15			
Programme d'appui budgétaire général en appui au PARDH et au DSNCRP	2,276,500	MEF	2010/15			
Micro finance pour la Production agricole	1,995,000	MARNDR	2011/14			
Programme thématique Sécurité Alimentaire 2009	5,999,112	IICA/CESVI	2010/13			
Programme thématique Sécurité Alimentaire 2011	6,587,702	FAO/AYITI	2012/15			
Programme thématique Sécurité Alimentaire 2013	7,300,000		2014/18			
Programme d'amélioration de la sécurité alimentaire en Haïti, initiative OMD	9,000,000	MARNDR/AFD/ FAO/ONG	2012/15			
Programme d'appui au commerce - volet micro parcs		MCI	2014/17			
Programme de coopération binational : appui aux infrastructures du Corridor Nord - volet marché binational de Ouanaminthe		MICT/Mairie Ouanaminthe	2012/17	Les dispositions pour la mise en œuvre ne sont pas effectivement adoptées à date. Problème d'interlocuteur	Validation à effectuer. Un nouveau facilitateur est désigné pour le Programme, Guy William	Carl JEAN LOUIS, Directeur Cabinet Premier Ministre pour formalités administratives

Programme - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Appui au Renforcement de la Culture & l'Art pour le Développement Economique et Social (ARCADES)	3,624,596	MCC	2010/13			
Programme d'appui a la reconstruction et à l'aménagement de quartiers pour faciliter le retour des populations sinistrées (partie logement)	14,900,000	AFD/)ONU,HABITAT/ONG	2011/16			
Increasing Accountability in Financing for Gender Equality (FfGE) / (EU/UN partnership on gender equality)		ONU-femme	2011/15			
Programme intérimaire d'Appui à la Gouvernance locale	2,194,000	MICT/Primature	2010/15			
Appui au processus des élections 2014		PNUD	2013/14			
Programme 2011 appui local aux Droits de l'Homme et la Démocratie	855,000	ONG	2012/15			
Programme 2012 appui local aux Droits de l'Homme et la Démocratie	594,235	ONG	2013/16			
Vers une culture des Droits de l'Homme et de coexistence pacifique à la frontière Dominico haïtienne	1,500,000	ONG	2010/13			
Travaux Reconstruction de Bâtiments Administratifs (MTPTC et BON)		MPTC/BON		Problèmes d'expropriation pour le site du Bâtiment des TPTC	Démolir les immeubles existants. Conclure les contrats avec clauses suspensives pour les TPTC. Démarrer avec les travaux du BON	Philippe Cineas Secrétaire d'Etat TPTC - Phone 3650 2200 - Ronald DECEMBRE Secrétaire d'Etat MEF, Président Commission expropriation - Phone 3733 7227 - Ingénieur PRESUME de UCLBP/CPA - Phone 3388 4444

Programme - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Programme d'appui au renforcement de la société civile en Haïti (PARSCH)	6,203,300	MAST/MPCE	2010/ 15			
Programme d'Appui au Bureau de l'Ordonnateur national du FED en Haïti, deuxième phase (Appui au BON II)	1,866,792	BON	2011/14			
Programme d'Appui au Bureau de l'ON en Haïti N° 3		BON	2014			
Facilité de Coopération Technique II (TCF II 10ème FED)	1,632,054	BON/Délégation CE	2012/16			
Facilité de Coopération Technique III (TCF III 10ème FED)		BON/Délégation CE	2014			
State Building Contract		OMRH	2014/16			
Programme Décentralisé de Renforcement du SNGRD			2013/16			
Programme Intérimaire d'Appui à la Gouvernance & l'investissement local (AGIL)	2,200,000	MICT/Primature		Projets non encore définis par les 15 communes du Nord Est retenues	Se référer au document de stratégie préparé par le gouvernement et l'appliquer pour le choix et la mise en œuvre des projets . Réunion a organiser par M. Johny CELESTIN	Joseph Maxime CHERESTAL, Directeur de cabinet MPCE/Phone 3723 0347, M. Johny CELESTIN de concert avec le MICT

NOTIFICATIONS

La mise en œuvre du Programme Indicatif du 10ème FED est handicapée par des problèmes d'ordre foncier pour la réalisation des projets de bâtiments administratifs à Port-au-Prince et routiers dans le Plateau Central.

***En ce qui concerne les bâtiments administratifs**, il a été convenu de procéder à la signature des contrats pour un démarrage immédiats des travaux avec le BON incluant des clauses suspensives pour celui des TPTC ; pour le problème d'expropriation, la date du 21 septembre 2013 est retenue pour que le MTPTC prenne possession du site, en la dégageant de toute construction non utile, vu que les procédures légales pour un déguerpissement avec dédommagement sont en cours.*

***En ce qui a trait au projet routier RN3,** la Commission d'expropriation a évalué les propriétés visées par l'emprise de la route. Le problème des titres restent évidents comme c'est le cas pour d'autres projets. La situation sera régularisée bientôt. En tout cas, l'Entreprise est à même de pouvoir travailler sur la partie de l'emprise qui a été déjà libérée.*

Le Président de la Commission d'expropriation a promis que l'emprise pour la route Lascahobas/Belladère serait entièrement libérée à la fin du mois d'octobre 2013 avec le paiement des terrains expropriés. Il ne s'agit pas uniquement des problèmes d'emprise à résoudre, il y a aussi les problèmes de déplacement de réseaux qu'il faut aussi résoudre.

***L'avancement du Programme binational Haïti/République Dominicaine.** Le programme reste bloqué dans sa composante infrastructure malgré tous les efforts consentis au cours de ces deux dernières années en Haïti. L'assistance technique est en place. Des décisions sont encore attendues pour les pistes rurales, les douanes, le marché. Vu le nombre d'interlocuteurs, ce programme géré par les Ordonnateurs Nationaux des deux pays, requiert une coordination soutenue pour répondre aux sollicitations quotidiennes. Ainsi, Il a été convenu de nommer rapidement un coordonnateur au niveau national. Il y a lieu d'organiser rapidement comme prévu la réunion avec la partie dominicaine et le secteur privé en y incluant les organismes publics concernés, notamment le Secrétariat technique de la Commission mixte…*

Relevé des contraintes ou points de blocage dans la mise en œuvre

Les entretiens se sont poursuivis avec les ambassadeurs du Venezuela et de Cuba accrédités en Haïti dans le cadre de la coopération Cubaine Vénézuélienne. Le Premier ministre et ministre de la Planification et de la Coopération Externe, Laurent Salvador LAMOTHE a en effet revu les portefeuilles de la coopération Cubaine et Vénézuélienne au local du ministère de la Planification et de la coopération externe. M. Laurent a souligné que la revue du portefeuille de la coopération Vénézuélienne vise à renforcer et à intensifier les projets en cours d'exécution afin de favoriser la reconstruction du pays.

L'ambassadeur du Venezuela en Haïti, M. Pedro Gonzalez Canino, a fait savoir que des programmes sociaux vont être réalisés à travers le pays au profit de la population grâce au programme PetroCaribe. Il a également fait mention d'autres projets d'infrastructures en cours dans le pays comme, la construction des aéroports de Jacmel, des Cayes et de l'Ile-à-Vache. Il a aussi touché le programme d'alphabétisation auquel contribue le Venezuela à hauteur de 10 millions de dollars.

La coopération vénézuélienne reste très solidaire à l'endroit du peuple haïtien et continuera donc d'aider Haïti et de financer les projets que lui propose le gouvernement haïtien soit dans les secteurs qui ont été déjà ciblés comme l'agriculture, l'Infrastructure, facteur clé pour le développement des villes, le logement, l'Alphabétisation, ou d'autres intéressant le développement humain, comme l'éducation et les ressources humaines avec l'accent sur les bourses d'Etudes au Venezuela.

Le programme de coopération en soi marche. Toutefois, certaines composantes font face à des lenteurs alors que l'efficience dans la démarche de mise en œuvre est recherchée au niveau des activités.

Pour y pallier, il avait été suggéré la constitution de comités départementaux de promotion et de suivi dans le cadre des programmes sous financement. Une attention particulière est accordée aux mécanismes au niveau institutionnel pouvant faciliter la mise en œuvre au niveau national et départemental pour lever les points résiduels de blocage.

En ce qui concerne la construction des 4000 logements à Port-au-Prince, la mise en place d'un Comité de gestion est recommandée sur les aspects institutionnels.

Pour l'appui à la scolarisation, le montant est à prioriser par le Gouvernement haïtien.

La lenteur dans les déboursements représente un facteur de blocage à l'efficience des projets. Conscient de cette difficulté, un Comité de coordination a été mis en place au sein de la Primature.

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis de
Allegement de la dette / NY Pledge (PETROCARIBE Agreement - New Funds)	405,483,550	MEF	En Cours			
Réhabilitation tronçon RN1: Frecyneau/Saint-Marc/Bigot (Gonaïves) / NY Pledge (PETROCARIBE	41,542,397	M P C E / TPTC	30/06/10 30/06/12 (En Cours)			
Transport - remodeling and improvements of the Cap Haitien International Airport / NY Pledge (	33,000,000	MPTC	30/06/10 30/06/15 (En Cours)			
Hasco-La Saline Base Navale (Port-au-Prince - Ouest) / NY Pledge (PETROCARIBE		MPTC	15/11/11 15/11/12 (En Cours)			
Réhabilitation du tronçon Fermathe-Frères via Soisson, Duplan, Girardeau, Meyotte et des Collectivités reliant la route principale à la rue Métellus, à Thomassin 25 et à / NY Pledge (PETROCARIBE		MPTC	30/06/11 30/06/12 (En Cours)			
Construction de 15 ponts dans le Nord-Ouest (axe Carrefour Joffre - Port-de-Paix) / NY Pledge (PETROCARIBE	22,101,938	MPTC	30/06/10 30/06/12 (En Cours)			
Rénovation urbaine et dévelopment résidentiel à Fort National / NY Pledge (PETROCARIBE			30/06/11 30/06/12 (En Cours)			

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé suivis
Rénovation urbaine et dévelopment résidentiel à Bowen Field / NY Pledge (PETROCARIBE		MPCE/	30/06/11 30/06/12 (En Cours)			
Réhabilitation de la Route Miragoane-Petite Rivière de Nippes / NY Pledge (PETROCARIBE	21,831,472	MPCE/MPTC	30/06/10 30/06/12 (En Cours)			
Réhabilitation de la route Baie de l'Acul / NY Pledge (PETROCARIBE		MPCE	30/06/11 30/06/12 (En Cours)			
Démolition - Enlèvement et gestion de décombres / NY Pledge (PETROCARIBE		MPCE	30/06/11 30/06/12 (En Cours)			
Construction Bigot-Carrefour Joffre - Gonaïves / NY Pledge (PETROCARIBE		MPCE/MTPTC	30/06/11 30/06/12 (En Cours)			
Réhabilitation tronçon: Carrefour Kanz/Camp-Perrin / NY Pledge (PETROCARIBE	12,900,000	MPCE/MPTC	30/06/10 30/06/12 (En Cours)			
UNASUR contribution / NY Pledge (New Funds) // (Source : OSE/Venezuela)	12,400,000					
Gestion des Débris - Ouest / NY Pledge (PETROCARIBE	10,000,000		30/06/10 30/06/11 (En Cours)			
Food security: intensification of rice production in Artibonite Valley / NY Pledge	9,300,000	MARNDR	En Cours			

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Rénovation Urbaine Hinche (Financement Partiel) / NY Pledge (PETROCARIBE			30/06/11 30/06/12 (En Cours)			
Réhabilitation de rues au Cap Haitien / NY Pledge (PETROCARIBE	7,390,216	MTPTC	30/06/10 30/06/12 (En Cours)			
RN1 Marchand / NY Pledge (PETROCARIBE		MPTC	30/06/11 30/06/12 (En Cours)			
Réhabilitation route Laboule 12 9(Kenscoff-Ouest) / NY Pledge (PETROCARIBE	7,200,000	MTPTC	30/06/10 30/06/12 (En Cours)			
Réhabilitation Route Hasco , La Saline, Base Navale Amiral Killik / NY Pledge (PETROCARIBE			30/06/11 30/06/12 (En Cours)			
Construction Réseau Electrique Trou du Nord - Terrier Rouge - Fort Liberté et Centrale Elect. Carrefour Chevry / NY Pledge (PETROCARIBE	6,500,000	MTPTC	30/06/10 30/06/12 (En Cours)			
Travaux de construction sur la route Carrefour Puilboreau - Marmelade		MTPTC	30/06/10 30/06/11 (En Cours)			
Construction Pont Hyppolite - Cap-Haïtien E		MTPTC	30/06/11 30/06/12 (En Cours)			
Biennac-Rue Clerveaux / NY Pledge (PETROCARIBE		MTPTC	30/06/11 30/06/12 (En Cours)			

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Rénovation Urbaine Limbe (Financement Partiel)		MTPTC	En Cours			
Réhabilitation urbaine à Lascahobas et à Mirebalais /	3,279,452	MTPTC	30/06/11 30/06/12 (En Cours)			
Réhabilitation de l'Hopital de l'Université d'Etat d'Haiti / NY	3,223,885	MTPTC	30/06/11 30/06/12 (En Cours)			
Appui à la restructuration du système de passeport / NY			30/06/10 30/06/11 (En Cours)			
Adoquinage des rues Ouanaminthe /	3,000,000	MTPTC	30/06/11 30/06/12 (en cours)			
Construction Rue espagnole CODEVI /	3,000,000	MTPTC	En Cours			
Supervision des travaux de démolition (Enlèvement et gestion de décombres. Débris / NY Pledge (PETROCARIBE			30/06/11 30/06/12 (en cours)			
Construction du Marché Public de la ville de l'Arcahaie / NY Pledge (PETROCARIBE		MPTC	30/06/11 30/06/12 (en cours)			
Provision pour expropriation et déplacement de Réseaux - Artibonite /	2,000,000	MTPTC	30/06/11 30/06/12 (en cours)			
Adoquinage des rues Fort-Liberté / NY Pledge (PETROCARIBE Agreement - New Funds) // (Source : OSE/Venezuela)		MTPTC	30/06/11 30/06/12 (en cours)			

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Entretien du tronçon Pétion-Ville , Laboule 12 / NY Pledge (PETROCARIBE		MTPTC	30/06/11 30/06/12 (en cours)			
Construction du Marché Public de la ville de Jacmel / NY Pledge (PETROCARIBE		MTPTC	30/06/11 30/06/12 (en cours)			
Expropriation Cayes-Jeremie / NY Pledge (PETROCARIBE		MTPTC	15/06/11 30/06/12 (en cours)			
Travaux complémentaire à Mirebalais / NY Pledge (PETROCARIBE		MTPTC	30/06/11 (en cours)			
Drainage-Nord-Est / NY Pledge (PETROCARIBE	1,000,000	MTPTC	30/06/11 30/06/12 (en cours)			
Acquisition d'équipement pour le laboratoire national du bâtiment et des travaux publics (LNBTP))	787,000	MTPTC	30/06/11 30/06/12 (en cours)			
Expropriation Route Vers CODEVI et Drainage		MTPTC	30/06/11 30/06/12 (en cours)			
Appui au programme d'alphabétisation en partenariat avec Cuba		MENFP/	En Cours	Retard enregistré par rapport à l'agenda retenu préalablement suite à faiblesse institutionnelle relativement	Comité de promotion à mettre en place au niveau départemental	M. Oswqld THIMOLEON Secrétaire d'Etat Alphabétisation phone 3420 3333
Appui au programme de santé en partenariat avec Cuba		MSPP/Cuba	En Cours			

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Projet de Modernisation du registre d'identification et d'Etat Civil		OEA/ONI	En Cours			
Projet de construction de 4 mille 400 logements en Haïti. 3 mille 900 seront construits dans la zone métropolitaine et 500 à l'Ile-a-Vache		UCLPB	En Cours			
Projet de construction des aéroports de Jacmel, des Cayes et de l'Ile-à-vache.		MTPTC	En Cours	Accessibilité aux terrains pour les réalisations	Les problèmes sont en cours de solution	M. Ronald DECEMBRE, Secrétaire d'Etat MEF, Président Commission expropriation phone 3733 7227
Programme de coopération				Lenteur dans les décaissements	Constitution Comité de suivi à la Primature pour pallier à ce problème	Carl Jean LOUIS, directeur de Cabinet Premier Ministre

Relevé des contraintes ou points de blocage dans la mise en œuvre

Au début de la revue avec la délégation Cubaine, le Premier ministre a profité de l'occasion pour saluer et remercier le leader historique cubain, Fidel Castro qui avait mis en œuvre cette forme de coopération. D'entrée de jeu, l'ambassadeur de Cuba a souligné qu'en 14 ans de coopération dans le domaine de l'assistance médicale, plus de vingt millions de consultations ont été réalisées, des médecins cubains travaillant en Haïti ont accouché plus 149 mille femmes et réalisés 367 mille interventions chirurgicales ont été effectuées». La présence de la coopération cubaine se fait sentir principalement depuis un certain temps déjà dans le secteur santé non seulement dans la formation de nouveaux médecins, mais dans la fourniture de service à la population. Le sous-secteur de l'alphabétisation bénéficie de l'apport appréciable de cette coopération. Actuellement, cette coopération fait face à beaucoup de difficultés pour conduire les opérations.

***Contrainte de fonctionnement. Des retards de paiement** n'ont pas permis aux coopérants de faire face à leurs obligations au point que l'Ed'H a mis fin à leur abonnement. Des irrégularités ont été aussi enregistrées dans l'approvisionnement en eau potable. Le Premier Ministre a fait établir le contact immédiatement avec le Ministère des Finances pour résoudre le problème. Il a été décidé que désormais les paiements se feraient par le MPCE. Ed'H doit aussi être touché relativement à la suppression du service aux coopérants cubain.*

Dans le cadre de cette démarche, le problème du paiement du personnel haïtien travaillant avec les cubains, au nombre de 22, a été aussi évoqué. Il a demandé de transmettre leurs noms, leur NIF et leur CIN au MPCE.

***L'autre sujet posant problème est celui des médecins haïtiens formés à Cuba** qui d'après les clauses contractuelles auraient dû être intégrés dans le système national de santé publique. Ce qui ne semble pas être automatique, au point où, alors que les besoins en soin de santé se font sentir en Haïti, ces jeunes médecins vont prêter leurs services à Espagne qui leur donne l'homologation sans problèmes. Ce qui entraîne des pertes de ressources humaines.*

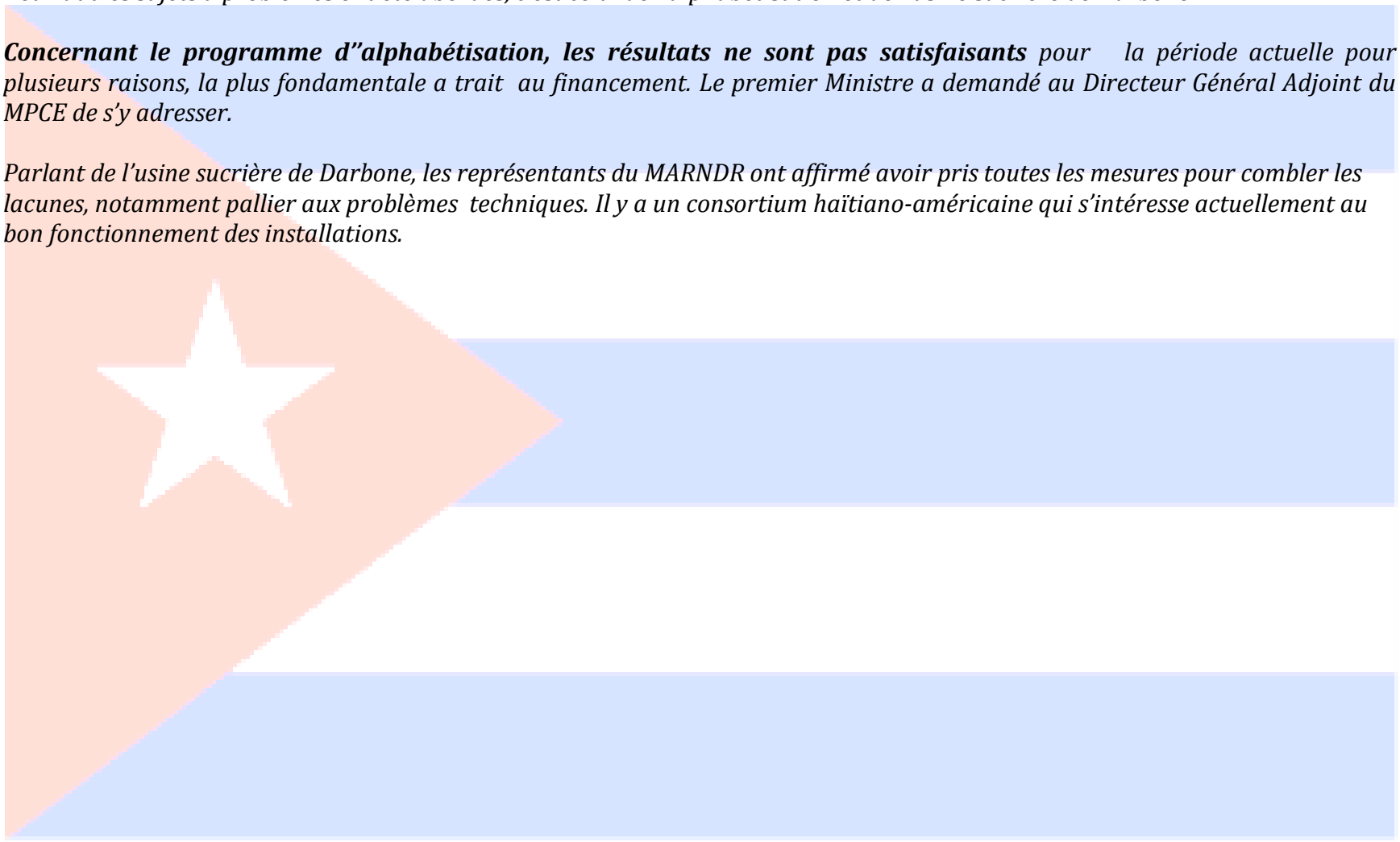
Du côté haïtien, il a été spécifié qu'il existe quelques différents entre la position haïtienne sur les formations et celle de la coopération cubaine qui ne s'est pas montrée sensible à la préoccupation du MSSPP d'avoir dans le cursus de formation des médecins spécialisés qui font largement défaut au Pays.

*I**l a été mentionné entre autres, qu'il n'y a pas de point focal** au MSPP pour la coopération cubaine.*

Deux autres sujets à problèmes ont été abordés, c'est celui de l'alphabétisation et de l'usine sucrière de Darbone.

***Concernant le programme d''alphabétisation, les résultats ne sont pas satisfaisants** pour la période actuelle pour plusieurs raisons, la plus fondamentale a trait au financement. Le premier Ministre a demandé au Directeur Général Adjoint du MPCE de s'y adresser.*

Parlant de l'usine sucrière de Darbone, les représentants du MARNDR ont affirmé avoir pris toutes les mesures pour combler les lacunes, notamment pallier aux problèmes techniques. Il y a un consortium haïtiano-américaine qui s'intéresse actuellement au bon fonctionnement des installations.



Programmes - Projets	Organes d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Programme de coopération avec Cuba	MPCE/MEF	Retard important dans paiement salaire personnel cubain et 22 membres personnel haïtien d'où résulte cessation de l'abonnement d'électricité par l'E d'H et de l'eau potable	Pour éviter de tels problèmes, le paiement se fera désormais par le MPCE. - Demander à E d'H de rétablir sans délai l'électricité des coopérants cubains. Même demande à DINEPA pour l'eau Potable. Réclamer NIF et CIN du personnel haïtien pour paiement	Primature - Carl JEAN LOUIS Directeur Cabinet Premier Ministre - M. DORELIEN Directeur Général Adjoint MPCE - En charge pour régler les questions financières
Programme appui à l-Alphabétisation	MENFP	Programme Alphabétisation Résultats non satisfaisants au niveau de la mise en œuvre du. Comités départementaux de promotion indispensables	Mettre en place les Comités Départementaux de promotion de l'alphabétisation	M. Oswald THIMOLEON Secrétaire d'Etat à l'alphabétisation - Phone 3420 3333
Programme de formation de médecins à Cuba	MSPP	MSPP besoin actuel de plus de médecins spécialisés. offre cubaine met accent surtout sur les médecins généralistes. Problème d'intégration des médecins formés à Cuba dans le système de santé malgré les besoins ressentis	Développer plus de dialogue avec la coopération notamment en disposant d'un point focal au MSPP. Préparer des requêtes pour les besoins de formation additionnelle afin de les transmettre officiellement.	Dr. Guirlaine RAYMOND - Directeur General MSPP - Phone 3702 7134 - Dr. Marie Lourdes BELOTTE MSPP - Phone 3434 9521
Programme d'appui au MSPP	MSPP	Pas de point focal au MSSPP	Designer rapidement un point focal	Lourdes Marie Belotte/MSPP - Phone 3434 9521
Appui technique de la coopération cubaine dans l'agriculture à l'Usine sucrière de Darbone	MARNDR	La présence effective des coopérants	Un consortium d'haïtiens de la diaspora et d'américains s'intéresse actuellement à la résolution des problèmes	M. Vernet JOSEPH Secrétaire d'Etat à la relance agricole MARNDR - Phone 3639 9530

Relevé des contraintes ou points de blocage dans la mise en œuvre



En guise d'introduction, L'Ambassadeur de France en a profité pour rappeler qu'Haïti figure sur la liste des pays prioritaires de la coopération française tout en *affirmant que la coopération est placée sous le couvert de l'efficacité de l'aide. En tant que tel, le cadre de coopération agréé par Haïti et la France en novembre 2012 reste le point d'ancrage fondamental suivant lequel les programmes et projets sont générés et mise en œuvre au bénéfice de la population haïtienne dans les secteurs : santé, environnement (Jacmel), sécurité alimentaire, protection sociale, « Les bailleurs français interviennent sur de nombreux projets relatifs à l'agriculture, la construction d'infrastructures, la gouvernance, le renforcement de la police, l'éducation, la culture et les affaires sociales » a expliqué l'Ambassadeur Nicoloso « Grâce à La Coopération française le pays bénéficie d'un projet agricole évalué à 16 millions d'euros. Un montant total de 6 millions d'euros, est prévu pour l'exécution des projets d'aménagement de certains quartiers du Cap-Haïtien et de la ville des Gonaïves.*

Dans le domaine de l'éducation, au cours de l'année 2012-2013, la France a accordé 267 bourses d'études à des étudiants et étudiantes haïtiens ; 1700 étudiants qui n'ont pas pu bénéficier de bourses d'études ont été inscrits dans des universités françaises ; 5 espaces numériques ont été installés à la Faculté de Médecine et de Pharmacie (FMP). »

Par ailleurs, Paris s'apprête à accueillir, au cours de la deuxième moitié de 2014, une exposition d'art haïtien dans le but de contribuer à promouvoir l'image d'Haïti auprès d'autres partenaires internationaux.

A la faveur de l'exposé, le Ministre LAMOTHE s'est rendu compte de la nature des démarches à entreprendre pour lever les goulots d'étranglements qui sont indiqués plus bas et qui nuisent à l'avancement normal de certains projets importants comme l'UEH.



Contraintes avec les travaux de l'HUEH. *Alors que ce projet est financé par la France, l'USAID et le Gouvernement haïtien, les lignes budgétaires n'indiquent pas l'engagement de la partie haïtienne pour l'année 2013.*

Quelques retards sont encore enregistrés sur les travaux de VRD et cela est dû à l'Appel d'Offres qui se trouve dans les bureaux de CNMP. Le premier Ministre a demandé que le contact soit établi immédiatement pour lever la contrainte.

***Contrainte au niveau des travaux d'environnement à Jacmel**. Le prestataire de service est défaillant et le projet est bloqué. Il faut relancer les travaux par le biais d'un nouveau contrat en dénonçant le contrat et en le résiliant. Les formalités doivent démarrer par une lettre circonstanciée du Ministre de l'Environnement. Le Premier Ministre a immédiatement demandé au Ministre de l'Environnement de faire le nécessaire dans la journée même.*

***Financement du port de Port-au-Prince**. Les documents de montage financier sont en cours d'élaboration. Il ne devrait pas y avoir de problèmes pour obtenir le financement. Le processus peut être handicapé du fait que le port ne dispose d'aucun compte audit depuis 2004, de business plan, du rôle de l'APN. Ces documents indispensables à l'accompagnement du prêt doivent être fournis par l'APN. Par ailleurs, Il est à signaler que le port ne dispose que d'un seul point à container valable.*

***Contrainte pour le financement d'un lycée d'excellence**. La coopération française est partie prenante à la construction dont le coût est de 5 millions d'euros environ. Une partie de ce financement est octroyée par la France. Ce projet tarde à démarrer vu que le complément de financement n'a pas été encore trouvé.*

***Contrainte pour le financement d'un lycée à Coteaux pour un coût de 1** millions d'euros environ. La mise en œuvre de ce projet n'avait pas pu se faire à date vu qu'il y avait des problèmes de terrain.*

*La France reste très sensible aux programmes sociaux, la protection sociale, la sécurité alimentaire, **la lutte contre l'extrême pauvreté**. Certaines activités répondent déjà à ces problématiques. Cependant, il existe **une contrainte dans le fait que le gouvernement ne dispose pas encore d'un programme officielle d'actions** où ces thématiques sont inscrites de manière cohérente facilitant une bonne intégration et un articulation harmonieuse des actions à financer par la coopération.*

La réponse du gouvernement sera apportée d'ici peu. Les structures gouvernementales s'activent à la publication d'un document dans les deux prochains mois.

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
budjet support/NY peldge(New funds)//(source:ose/France)	8,000,000		Gouvernement d'Haïti			
Securite alimentaire-achats locaux/ NYPledge (New funds)// (Source:OSE/France)	7,200	01/01/10-01/01/12 (En cours0				
Food security & agricult. dev. (SECAL II) / NY Pledge (New Funds)	7,000,000	1/1/2012-31/12/2015 (En Cours)	MARNDR			
Valorisation de l'assistance technique 2010 - 2012 /	3,621,000	en cours				
Cadastre / land issues tenure / NY Pledge (New Fund) // (Source: OSE/France)	3,500,000	30/06/2010-30/06/2012 (En cours)	Comité interministériel d'aménagement du territoire			
Projet Education : Accueil Etudiants Haitiens en France / NY Pledge	3,500,000	en cours	Gouvernement d'Haïti			
Education / NY Pledge (New Funds) // (Source : OSE/France)	2,300.00	En Cours				
Accueil Formation en France de fonctionnaires étrangers /	1,494,000	En Cours	Gouvernement d'Haïti			
Urban development project NY Pledge(Existing Funds)/// (Source: OSE /France)	1,262,000	En Cours	Gouvernement d'Haïti			
Volontaires et formation des maitres / NY Pledge(new Funds)// (Source: OSE/France)	1,150,000	En Cours	Gment d'Haïti			
Formation professionnelle et enseignement medical /NY Pledge (New Funds)// (Source: OSE/France)	1,150,000	En Cours	MSPP			

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Enseignement supérieure a distance/ NY Pledge (New funds)// (Source :OSE /France)	**1,000,000**	**en cours**	MENFP			
Police, justice, sécurité civile : contrôle des frontières / NY Pledge (new funds) // (source: OSE/ France)	900,000	30/06/2010-30/06/2011				
Technical assistance & preliminary studies for gvt administrations / NY Pledge (Existing Funds) // (Source : OSE/France)	675,000		MEF			
Aéoport Toussaint Louverture/ NY Pledge (new funds)// (source: OSE/ France)	600,000		Gouvernement d'Haïti			
Technical assistance & preliminary studies for gvt administrations / NY Pledge (Existing Funds) // (Source : OSE/France)	399,000	1/1/09	MEF			
Projet de sécurité alimentaire ACF / NY pledge (new funds)// (OSE France)		1/1/12	Action contre la Faim			
Projet de Réhabilitation de la boucherie de Pandiassou, de développement d'une filière de formation au métier de boucher-charcutier et de développement des cultures fourragères (FSD)	35,823	1/1/2011 (En cours)	Nos Petits Frères & Sœurs			
Organisation du Prix Jean Christophe Fernandes. (FSD)		1/1/2012 (En cours)				

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Conseiller technique santé(HUEH-MSPP)- Khélil AITOUT(Juriste, Chargé de reconstruction. Technicien en matériel hospitalier)		En Cours	MSSPP			
Conseiller technique enseignement supérieur (MENF)-Alain DEPPE (professeur agrégé, chef du projet d'appui a la restructuration et a la modernisation du système d'enseignement supérieur en Haïti		en cours	MSPP			
Food security / NY Pledge (Existing funds)// (Source: OSE/ France)	300,000	1/1/2010 (En cours)	MARNDR			
Conseiller technique Police(PNH)- Guy MOTTIER (Commandant, Chef du projet d'appui à la Police judiciaire Haïtienne)		En Cours	MJSP			
Conseiller technique santé(sécurité sociale)Bureau du Ministre (MSPP)- Jean François SHEMANN (Médecin)		En Cours	MSSPP			
Conseiller Technique Décentralisation (MICT) - Olivier SOLARI (Chef de projet FSP d'appui au processus de décentralisation en Haïti)		En Cours	MICT			
Conseiller technique (Foncier/Cadastre)- (CIAT)- Jean Michel BRETEL		En Cours	CIAT			
Conseiller technique (Faculté d'agronomie vétérinaire-MARNDR)- Hervé DUCHAUFOUR (Agronome)	s	En Cours	FAMV			
PSI-irrigation Arcahaie	s		MARNDR			

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organe d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Préservation du bas de la ville de Jacmel des risques d'inondations Environnement	12,000,000	27/03/2007-31/12/2014 (En cours)	Environnement	L'entreprise contractante éprouve des difficultés à faire avancer le projet malgré différentes sommations	Résiliation contrat lettre de résiliation à transmettre immédiatement et lancement d'un nouvel AO	M. Jean francois THOMAS Ministre Environnement. Phone: 3745 8411
Microfinance Haiti	2,050,000		AFD			
Réduction de la mortalité materno-infantile dans départements du Centre, des nippes et du Sud-est	6,000,000	18/12/2008-30/06/2014 (En cours)	MSPP			
projet construction d'un lycée d'excellence	2,500,000	2011-2015 (en cours)	MENFP	complément de financement de 2.5 millions euro a trouver	solliciter d'autres bailleurs de fonds	M.Vanneur PIERRE ministre MENFP phone:3732 0321M.Maxime CHERESTAL MPCE, phone 3723 0347 MEF,MENFP
projet de construction de lycee aux coteaux		2011-2015 (en cours)	MENFP	problème de site a retenir définitivement pour les travaux	finaliser	M.vanneur PIERRE ministre MENFP phone:3732 0321 MEN/délégué départemental Nippes
Cap Haïtien et Gonaïves: création de centrer d'enfouissements des déchets/NY pledge(Existing Funds)//(source :OSE/France)		15/07/2010-31/12/2015 (en cours)	MEF			

Programmes - Projets	Enveloppe projets	Durée	Organe d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Facilité Alimentaire	4,081,528		PAM	Problème de contrat pour VRD	Contacter le CNMP pour libérer les contrats document administratif de la reforme de l'HUEH à débloquer au MEF et au niveau du CNMP	
projet de rhéabilitation de l'HUEH	19,100,000		MSPP			
Financement du port de port-au prince			Administration Portuaire National (APN)	Dernier Audit de l'APN réalisé en 2004	Approbation du Directeur Général de l' APN sur l'Audit 2004 et contre vérification permettant de rendre effectif le prêt AFD réalisation des audits de 2004 a date pour soumission a l'AFD	Carl Jean Louis Directeur Cabinet Premier Ministre, lettre d'approbation du premier Ministre a la coopération Française (cf) sur le projet de la réforme de l'HUEH
Reconstruction des quartiers de Martissant et Baillergeau	10,500,000	01/01/2007-31/12/2014 (en cours)	AFD/ONG			Alix Célestin, Directeur General APN
Projet infrastructure ile a vaches		en cours	MED			
Fonds d'études (FERC)	1,000,000					
PRCC (Café)	900,000		MARNDR			
Agriculture et sécurité alimentaire	4,500,000		MARNDR/AFD			
Aide budgetaire	8,000,000		MEF			

Relevé des contraintes ou points de blocage dans la mise en œuvre

Dans son exposé le représentant du PNUD a fait un état des lieux pour signaler que son institution s'est alignée sur les grands axes du PSDH avec le souci majeur d'aider l'Administration haïtienne à atteindre les objectifs de développement en s'appuyant sur le mode de gestion basée sur les résultats tout en dégageant de la flexibilité dans la mise en œuvre. Les activités découlent d'un plan de travail conforme aux programmes d'action du gouvernement. Bien que le portefeuille ne soit pas aussi large que celui d'autres intervenants de la coopération internationale. Le PNUP est présent sur le territoire national dans bon nombre de secteurs notamment ceux qui ont rapport à la protection de l'environnement, à la réduction des risques naturelles, au ramassage et à la gestion des débris, à l'appui au renforcement des capacités institutionnelles, à la protection sociale et à la gouvernance.

Au cours de sa présentation, la représentante du PNUD en Haïti, a indiqué que « 11 bassins versants ont été restaurés, 2,000 hectares de terres reboisées. Le Programme des Nations Unies pour le Développement a contribué activement à l'élaboration d'une carte de zonage sismique de la commune de Port-au-Prince et du département du Nord. »

Sur le plan du renforcement des capacités institutionnelles, elle a rappelé que le PNUD a, d'une part, contribué à la formation de 2, 700 policiers et d'autre part, fourni un appui à des institutions telles l'Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics (UCLBP) et le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES).

Dans le secteur de la santé, le PNUD a donné un accompagnement, en 2012, à 40 mille personnes vivant avec une infection avancée de VIH qui ont pu bénéficier du programme antirétroviral.

Au terme de sa présentation, elle a réitéré la volonté du PNUD de travailler avec le Gouvernement haïtien afin d'accompagner le pays dans les domaines liés à la résilience aux aléas naturels majeurs, à l'efficacité de l'aide externe et à la Phase II du programme 16/6 .

Ainsi, la plupart de ces interventions permettent de donner un appui au MPCE avec la constitution d'une base de données, de 18 ébauches de plans pour le secteur urbain. La Justice est concernée avec la formation de magistrats et de greffiers. 15 bassins versants sont prises en considération dans le cadre de l'environnement En ce qui concerne les risques et désastres, 10 plans de contingences ont pu être élaborés avec l'appui du PNUD qui a accordé aussi une assistance technique pour la protection et l'assistance sociale, pour les réformes de l'Administration et de la fonction publique à l'OMRH. Appui aux élections, et gestion des fonds.

Les champs de l'assistance technique couvrent pratiquement l'ensemble des secteurs de développement. Malgré tout, il y a lieu de noter des contraintes et goulots d'étranglement :

- *Des retards dans l'opérationnalisation des projets ;*
- *Des faiblesses dans la capacité administrative et financière ;*
- *Un Faible engagement financier et technique ;*
- *Des difficultés de fonds de contrepartie ;*

Des mécanismes de suivi inopérants.



MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
REVUE DE PORTEFEUILLE
PNUD
19 SEPTEMBRE 2013

Programmes - Projets	Organismes responsables	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Programme de coopération avec le PNUD	MPCE/PNUD	Epuisement des ressources disponibles pour poursuivre le financement de programmes	1. Organiser une réunion avec le MPCE pour développer une stratégie de mobilisation de fonds pour le projet Coordination de l'Aide	Joseph Maxime CHERESTAL Directeur de Cabinet MPCE : Phone 3728425
Programme d'appui au projet « Aménagement du Territoire »			2. Développer une stratégie conjointe de mobilisation de ressources avec le MPCE pour le projet « Aménagement du Territoire »	Joseph Maxime CHERESTAL Directeur de Cabinet MPCE : Phone 3728425MPCE :
Programme d'appui au Renforcement des capacités	MJSP/PNUD	Retard dans la tenue des jugements des détenus	3. Analyser l'appui potentiel du PNUD au MJSP dans le renforcement des capacités des parquets régionaux	MJSP Directeur Général
Programme d'appui au Renforcement des capacités	MJSP/PNUD		4. Analyser l'appui potentiel du PNUD au MJSP dans la formation de trente médecins-légistes et l'opérationnalisation de l'Institut Médico-légal	M. Jean Roudy ALY MJSP : Directeur Général - Phone 4412 1212
Programme d'appui au Relèvement et réduction de la pauvreté	Primature		5. Analyser la possibilité à ce que le PNUD alloue / mobilise des fonds pour le FAES dans le cadre du programme Ede Pèp	**FAES :** Directeur Général, Klaus EBERWEIN - Phone 3728 7227
Programme d'appui au Relèvement et réduction de la pauvreté			6. Décider si le PNUD pourra aider le FAES à évaluer la possibilité d'atteindre les objectifs établis par le gouvernement dans le cadre des indicateurs du développement humain.	**FAES :** Directeur Général, Klaus EBERWEIN - Phone 3728 7227
Programme de renforcement de capacités dans le domaine de l'agriculture			7. **SDERA :** Faire une analyse de la possibilité d'une prolongation des programmes de développement de fermes dans le sud avec des projets de plus longue durée (3 à 5 ans)	M. Joseph VERNET Secrétaire d'Etat à la relance agricole - Phone 3639 9530

Programmes - Projets	Organismes responsables	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
programme de réduction des risques sismiques dans les trois départements	MPTC			
Programme d'appui au renforcement institutionnel avec la Primature et la Présidence	Primature Présidence			
Intensification de programmes de protection de l'environnement dans certaines régions vulnérables, notamment dans le Sud à Aquin,	ME			

Relevé des contraintes ou points de blocage dans la mise en œuvre

La coopération brésilienne se réfère au cadre de Stratégie Nationale pour concrétiser son programme d'appui à travers des projets spécifiques d'intervention dans les secteurs santé, agriculture:

Dans le secteur santé, le programme de coopération vise à améliorer le système de santé via la construction d'hôpitaux communautaires de référence, des réhabilitations de centres de santé et des programmes d'échanges et de formation. Dans ce cadre spécifique Brésil-Haïti, il y a eu d'abord, il y en a trois de prévus, la réhabilitation d'un ensemble de centres de santé dont l'hôpital psychiatrique de Beudet, Pont Rouge, Arcachon 32, le renforcement des laboratoires en matière de surveillance épidémiologique. Il est prévu la réhabilitation et la mise en place de deux laboratoires régionaux au Cap et aux Cayes, il est également question de formation de personnel de la santé.

Dans le cadre de l'agriculture, c'est la mise en place les bases pour le développement d'activités de recherche agricole, d'assistance technique et d'extension rurale qui dynamisent le développement rural durable et consolident les initiatives de sécurité alimentaire.

Pour le secteur Education, la formation est adressée à travers cinq programmes de bourses d'études.

Les contraintes sont enregistrées plutôt dans le secteur Santé où se pose un problème de coûts récurrents pour le fonctionnement des hôpitaux et centres reconstruits et réhabilités. Les travaux pour certaines constructions, comme Bon Repos, Beudêt, Pont Rouge, Arcachon 32 n'ont pas pu être complétés à date, alors que les équipements et matériel de santé ont été installés. La formation à donner au personnel haïtien pour l'utilisation de ces équipements ne peut pas commencer. Ce personnel n'a pas été mis jusqu'ici en place par le MSPP, alors que la fin des prestations au niveau du projet arrive à échéance au cours de l'année 2014.

Il y a une liste de profils de fonctionnaires que la Coopération brésilienne a suggéré au MSPP qui affirme que ce liste ne peut faire l'objet d'une application systématique, vu les spécialités requises. Dans certains cas, la décision est d'identifier du personnel travaillant dans d'autres hôpitaux et procéder à leur transfert. Cependant dans d'autres cas, il faudra procéder à des recrutements surtout pour le profil psychiatrique. En ce qui concerne les transferts une lettre du MSPP parviendra bientôt à la coopération brésilienne.

Par ailleurs, l'énergie reste présente dans le cadre de la coopération. Le montant de 40 millions de dollars réservé pour le projet 4C est toujours disponible. Il faudra néanmoins trouver le complément nécessaire pour réaliser ce projet ou un autre dans le secteur.



Programmes - Projets	Budget	Durée	Organes d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
FRH Financement /(Source : OSE/Brésil)	40,000,000	1/1/10-31/12/10 (En Cours)				
Création d'une Unité de Démonstration et de Validation des Technologies Agricoles au sein de la Ferme du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Dev - Country Program (CP) through ABC	5,000,000	30/06/08-30/06/10 (En Cours)	MARNDR			
Centre de Formation Professionnelle Haïti-Brésil / NY Pledge (Existing funds) // (Source : OSE/Brésil)	4,010,751	En Cours	MENFP			
Institut Haïti-Brésil de réhabilitation pour les personnes handicapées / NY Pledge (New funds) // (Source : OSE/Brésil)	3,549,140	1/1/2010 (En Cours)	MSPP			
Inclusion Sociale par biais de la Pratique Sportive en Football - Phase II / NY Pledge (New funds) // (Source : OSE/Brésil)	800,697	En Cours	MJSAC			
Inclusion Sociale par biais de la Pratique Sportive en Football- Phase I / NY Pledge (New funds) // (Source : OSE/Brésil)		En Cours	MTPTC			
Formation de la Police National d'Haïti – PNH - Phase II / NY Pledge (Existing funds) // (Source : OSE/Brésil)	521,200	En Cours	MJSP			
Formation pour l'Elaboration de Politiques Publiques de Musées par l'Intermédiaire de la Reconstruction du Musée d'Art Haitien du Collège de Saint-Pierre / NY Pledge (New funds) // (Source : OSE/Brésil)	467,695	En Cours	MTPTC			
Programme de Formation en Réhabilitation de Personnes Handicapées / NY Pledge (New funds) // (Source : OSE/Brésil)	407,156	En Cours	MSPP			

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organes d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Renforcement de la capacité politique et institutionnelle d'agents gouvernementaux et non gouvernementaux afin de promouvoir et défendre les droits des personnes handicapées / NY Pledge (New funds) // (Source : OSE/Brésil)		En Cours	MAST			
Construction de 70 citernes pour la captation et approvisionnement d'eau de pluie en Haïti / NY Pledge (Existing funds) // (Source : OSE/Brésil)	289,993	31/12/2010 (En Cours)	MPTC			
Étude pour la Promotion d'Actions de Renforcement de l'Agriculture Familial et de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle	276,973	En Cours	MARNDR			
Perfectionnement des Systèmes de Production de Maïs Country Program(CP)through ABC	260,870	30/06/2010 (En Cours)	MARNDR			
Perfectionnement des Systèmes de Production de Riz - Country Program (CP) through ABC	260,870	30/06/2010 (En Cours)	MARNDR			
Perfectionnement des Systèmes de Production d'Haricot / Country Program (CP) through ABC	260,870	30/06/2010 (En Cours)	MARNDR			
Revêtement de huit Voies Publique de Port-au-Prince (Phase 2))	219,108	30/06/2010 (En Cours)	MARNDR			
Promotion de la Durabilité de la Production de Légumes dans la Région de Kenscoff - Country Program through(CP) ABC	202,050	30/06/2010 (En Cours)	MARNDR			
Formation de la Police National d'Haïti – PNH - Phase III	180,000	En Cours	MJSP			

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organes d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Revêtement de huit Voies Publique de Port-au-Prince (Phase 1)/ NY Pledge (Existing funds) // (Source : OSE/Brésil)	172,565	En Cours	MPTC			
Appui à la Création et à la Mise en oeuvre d'une Banque de Lait Humain en Haïti / NY Pledge (New funds) // (Source : OSE/Brésil)	163,046	En Cours	MSPP			
Evaluation et Révision des Projets d'Agriculture liées à la Ferme de Fond des Nègres, Nippes (Country Program (CP) through ABC		30/06/2012 (En Cours)	MARNDR			
Revêtement de huit Voies Publique de Port-au-Prince (Phase 3) / NY Pledge (Existing funds) // (Source : OSE/Brésil)	103,156	En Cours	MPTC			
Sémiaire de divulgation des résultats obtenus avec la production de légumes à Kenscoff (Country Program (CP) through ABC		30/06/2012 (En Cours)	MARNDR			
Envoi de deux entraineurs de football	48,251	En Cours	MJSAC			
Réhabilitation de la voie d´accès menant au siège du Projet de recyclage des déchets solides développé par le Fond IBAS.	46,361	En Cours	MPTC			
Appui aux initiatives de Protection de l'Enfant en Haïti (Phase 3) (Country Program (CP) through ABC)	30,496	En Cours				

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organes d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargés de suivis
Appui aux initiatives de Protection de l'Enfant en Haïti (Phase 2))	27,842	En Cours	MAST			
Appui aux initiatives de Protection de l'Enfant en Haïti (Phase 1)	13,296	En Cours	MAST			
Perfectionnement des Systèmes de Production de Manioc - Country Program (CP) through ABC		30/06/2010 (En Cours)	MARNDR			
Reconstruction Leogane		30/06/2012 (En Cours)	FAES			
Réhabilitation Peligre		31/12/2015 (En Cours)	MPTC			
Local agricultural production / NY Pledge // (Source : OSE/Allemagne)		En Cours	MARNDR/Diakonie Emergency Aid			
Restoration of housing and living conditions (Département West)		1/1/2013 (En Cours)				
Support of economic rehabilitation (Département NW)		1/1/2014 (En Cours)				
Inklusion handicapped people		1/1/2014 (En Cours)				

Programmes - Projets	Budget	Durée	Organes d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Projet de réhabilitation d'hôpitaux et centres de santé		En cours	MSPP/UNOPS	Retards dans la construction de certains hôpitaux. *problème de coûts récurrents pour le fonctionnement des hôpitaux et centres reconstruits et réhabilités. Les travaux pour certaines constructions, comme Bon Repos, Beudêt, Pont Rouge, Arcachon 32 n'ont pas pu être complétés.A date, alors que les équipements et matériel de santé ont été installés. La formation à donner au personnel haïtien pour l'utilisation de ces équipements ne peut pas commencer. Ce personnel n'a pas été mis jusqu'ici en place par le MSPP, alors que la fin des prestations au niveau du projet arrive à échéance au cours de l'année 2014.Ressources humaines non disponible pour la formation en vue d'utiliser les équipements mis en place. La fin des prestations au niveau du projet arrive à échéance au cours de l'année 2014.*	Dégager une partie du personnel des infrastructures sanitaires existantes et la transférer dans les centres ciblés. Recruter le personnel spécialisé. Le problème des ressources financières pour le recrutement doit être discuté avec le MEF de même que celui des coûts récurrents.	DG du MSPP en lien avec le MEF

Programmes - Projets	Budget	Organe(s) d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
HRF / NY Pledge (New Funds) // (Source: OSE Japon)	30,000,000	FRH				
Projet de rénovation de l'hôpital St Michel à Jacmel dans le Département du Sud-Est	17,600,000	JICA	10/4/12-30/09/15 (En cours)	Retard inhérent à la réclamation de la firme japonaise	Mission JICA déléguée en Haïti dès le 20 septembre en vue solution. Rencontre à organiser avec le MSPP	M. Masomoto HIROUITSOU JICA Ambassade Japon phone:3896 6953/ MSPP, Dr Marie Lourdes BELOTTE phone:3434 9521
Rehabilitation Project of Urban Roads to Léôgane	12,902,000	JICA	24/11/11-04/04/13 (En cours)			
Food Aid Grant (KR 2012)	6,457,013	BMPAD	7/12/12 (En cours)			
Food Aid Grant (KR 2011)	5,505,618	BMPAD	07/03/12-04/04/12 (En cours)			
Projet de reconstruction de l'Hôpital Sanatorium de Sigueneau (APL)	989,515	Hôpital Sanatorium de Sigueneau	4/4/11 (En cours)			
Project for the Improvement of Water and Hygiene in the Palmes Region through Capacity Building of Water Management Committees	667,402	Jen	31/10/13 (En cours)			
Project for the improvement of the sanitary environment at the schools in Port au Prince	624,398	AARjapan	8/2/13-07/02/14 (En cours)			
Le projet de construction de la laiterie de Bon Repos (APL)	123,177	VETERIMED	16/01/13-16/08/13 (En cours)			

Programmes - Projets	Budget	Organe(s) d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé suivi
Le projet de réhabilitation du système d'irrigation à Bongris (APL)	123,126	L'Association des Irrigants de la Zone 4	13/03/13-13/07/13 (En cours)			
Le projet d'installation des seuils anti-inondations et reboisement d'Ennery (APL)	123,071	Agence Local pour le Développement Intégral	19/02/13-19/09/13 (En cours)			
Le projet de reconstruction de la Prise de Sainte Cécile (APL)	122,973	Fédération des Planteurs Irrigants de la Plaine des Gonaïves	13/03/13-13/07/13 (En cours)			
Projet de construction de l'Ecole communautaire de K-Yvon (APL)	122,618	Aji Pou Timoun	22/03/12-22/08/12 (En cours)			
Le projet de construction et d'équipement de l'Ecole communautaire de Diribou (APL)		Mouvman Peyizan Pou Lavansman Lakwa Zon Diribou	16/01/13-16/08/13 (En cours)			
Projet de construction et d'équipement de l'Ecole Nationale de Balan(APL)	111,902	UCC	29/02/12-29/08/12 (En cours)			
Projet de reconstruction de l'Ecole Normale Supérieure d'Haïti		UEH		Pas de terrain pour la reconstruction. l'ancien site a été réservé à d'autres fins. Le nouveau terrain proposé à Damien par le Rectorat de l'UEH n'est pas de mise.	Porter le problème par devant l'UCLBP	M. Vanneur Pierre M. Vqnneur Pierre Ministre MENFP phone 3732 0321 en lien avec le Secrétaire d'Etat Ronald DECEMBRE. Président de la Commission d'expropriation Phone 3733 7227 et Ing. Michel Présumé UCLBP/CAP Phone 3388 4444

NOTIFICATIONS

Deux projets présentent programmes n'ont pas pu démarrer à date et présentent des goulots d'étranglement.

Première contrainte : disponibilité terrain pour la reconstruction de l'Ecole Normale *pour lequel on attend un site vu que l'ancien a été réservé à d'autres fins. Le terrain proposé à Damien par le Rectorat de l'UEH n'est pas de mise.*

Deuxième contrainte : *En cofinancement, le Japon a confié sa contrepartie à la croix rouge Canadienne et à date, le projet n'arrive pas à démarrer. Le 19 septembre une délégation de l'Agence Japonaise de coopération rentre en Haïti pour tenter d'évaluer la situation en vue de prendre les mesures nécessaires pour faire évoluer le projet.*

Si l'on cherche à gagner sur l'approbation d'un financement du Japon, les propositions de requête officielle doivent être acheminées avant la fin du mois d'aout de chaque année. Cela permettra aux intéressés de considérer la demande au plus tôt dans le prochain budget du Japon.

L'Espagne avec une enveloppe financière imposante concentre son apport financier au programme de développement et à l'aide alimentaire sur trois départements : le Sud Est, Ouest, le Centre et intervient dans des secteurs aussi diversifiés que sont : l'agriculture, l'éducation, la culture, l'assainissement et l'eau potable. Il donne son soutien au renforcement institutionnel à plusieurs Ministères.

Selon l'exposé fait par la coopération espagnole, il ressort qu'il n'y pas à proprement parler de goulot d'étranglement en tant que tel dans la mise en œuvre des programmes et projets présentés. La DINEPA le gros morceau de la coopération espagnole n'a pas été considérée à cette réunion vu l'absence de responsables. Une rencontre spécifique doit être programmée avec cette institution sur la question.

Une première contrainte. *L'appui budgétaire de 13 millions de dollars programmé dans le cadre du financement espagnol et conditionné à la mise en place de l'ONAPE ne peut être décaissé.*

Une ***autre contrainte concernant l'aspect renforcement institutionnel est*** *dégagée, d'une part par l'UCAONG et d'autre part par le Ministère de l'Agriculture. Celle-ci peut nuire au bon fonctionnement des activités. Côté subventions, la coopération espagnole fait une nette démarcation entre frais courants et investissement. Les premiers qui sont révisés sensiblement à la baisse servent à couvrir des frais de personnel particulièrement dans le secteur agricole où 100% des frais de personnel sont couverts dans six secteurs communaux. Avec une telle réduction, il sera difficile de fonctionner normalement et de conserver les acquis. Le Ministère a demandé de revoir la stratégie d'approche des projets de développement agricole. Le délai d'exécution retenu est souvent trop court.*

En réponse, la coopération espagnole a signalé que certains projets au niveau de la pêche marine ont plus de cinq ans d'existence voir huit. Dans le principe, la prolongation d'un projet ne peut se faire qu'une fois.

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Renforcement institutionnel de la Mairie de Jacmel par la gestion urbaine du Centre Historique de jacmel, phase III	250,000	Ministère Tourisme	8/2/2013-8/8/2014 (En cours)			
Appui à la valorisation des lacs collinaires et naturels du département du Sud Est et renforcement des usagers, phase III	200,000	MARNDR				
Pêche , renforcement de la pêche maritime dans le département du Sud Est phase III phase IV	230,000	MARNDR	6/11/2009-6/2/2012 (En cours)			
Projet MAPOU	100,000	MARNDR				
Pêche , renforcement de la pêche maritime dans le département du Sud Est phase III phase IV Pêche , renforcement de la pêche maritime dans le département du Sud Est phase VII	660,000	MARNDR				
Appui au développement de l'aquaculture e de la pêche continentale dans le Département du Sud Est phase IV	325,000	MARNDR				
Protection du trou Caïman	400,000	MDE				
Aide post-urgence, eau potable et assainissement à Port-au-Prince	24,500,000	DINEPA				
Programme Réforme et investissements dans le secteur de l'eau potable et assainissement en Haïti	70,000	MPTC/DINEPA	24/11/2009-30/06/2013 (En cours)	Nombreux retards dans la mise en œuvre		Lionel DUVALSAINT Directeur Général DINEPA - Phone 2256 4770 / 2940 0873
Programme d'eau potable et assainissement dans six villes intermédiaires	13,531,800	DINEPA / BID/MPTC	01/0/2010 (En cours)	Nombreux retards dans la mise en œuvre		Lionel DUVALSAINT Directeur Général DINEPA - Phone 2256 4770 / 2940 0873
Programme d'eau potable et assainissement rural II (zones rurales)	8,631,602	DINEPA / BID/MPTC				

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Renforcement Institutionnel du MENFP en planification et statistiques éducatives (SISE), phase I	6,000	MENFP				
Appui à l'éducation fondamentale (EFACAP) de Savane du Bois à Marigot, Département du Sud Est phase, I, II, III	350,000	MENFP/FAES	10/5/2011-10/8/2014 (En cours)	retards dans la mise en œuvre aménagement couteux du terrain avec risque de rendre les fonds dépensés en l'absence de l'appui budgétaire de 13 millions conditionné par la mise en place de l'ONAPE	Mettre en place l'Office du partenariat ONAPE pour débloquer l'appui budgétaire de 13 millions dollars	M. Pierre VANNEUR, Ministre de l'Education Nationale - Phone 3732 0321
Renforcement Institutionnel du MENFP en planification et statistiques éducatives (SISE), phase II	200,000	MENFP	2/2/2012-2/8/2013 (En cours)			
Implémentation du Plan de Restructuration et Modernisation de l'Offre des Services Educatifs dans la région du Sud Est (PREMOSE)	5,000,000	MENFP	13/10/2011-13/08/2014 (En cours)			
Ecole Atelier Jacmel, phase III	260,000	MCC	15/02/2012-15/08/2013 (En cours)			
Ecole Atelier Jacmel, phase IV et V	610,000s	MCC				

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Projet Renforcement Institutionnel en matière de culture et conservation du Patrimoine pour le développement	225,000	MCC	27/12/2010-26/06/2012 (En cours)	Complication pour le décaissement des fonds centralisés	Modalités centralisées retenues en vue d'avoir les pièces justificatives.	M. Eddy Joseph - Ministère Culture - Phone 3762 7355
Renforcement du Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIAT)	450,000	Primature				
Renforcement du Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIAT) phase II	415,000	Primature	20/01/2012 (19/07/2013)			
Appui à la mise en place d'une politique nationale d'aménagement du territoire	500,000	MPCE	3/12/2010-15/08/2012 (En cours)			
Renforcement du Ministère de la planification et de la coopération Externe, UCAONG, phase V	430,000	MPCE	25/01/2013-22/10/2014 (En cours)			
Appui au Secrétariat Technique du CAED	470,000	MPCE	25/01/2013-24/07/2014 (En cours)			

NOTIFICATION

Une autre contrainte dégagée *concerne le projet avec le Ministère de la Culture. Avec* ***la centralisation des fonds****, le processus de décaissement devient trop lourd. Il faudrait alléger. Le Ministère a informé que la gestion des fonds se faisait auparavant de manière déconcentrée. Il y a eu des difficultés pour justifier les dépenses. Il n'est pas approprié de retenir l'approche initiale.*

Dans le secteur de l'Education, la construction de l'EFACAP de Marigot doit débuter rapidement. Comme les ressources ne seront plus disponibles après 2014, l'Etat risque de devoir rembourser de l'argent parce que 900.mille dollars ont été déjà dépensé dans l'aménagement du terrain et le reste devait provenir de l'appui budgétaire bloqué. Le Ministère n'arrive pas à prendre les décisions à temps pour entreprendre les projets. Souvent il faut attendre 6 mois pour qu'une décision soit prise et arrive au niveau territorialement déconcentré avec l'instabilité qui existe au niveau décisionnel. 3 Ministres en 3 ans et 4 Directeurs Généraux ne facilitent pas les choses.

Alors que les EFACAP rentrent dans la structuration du système d'éducation, aucun fond n'a été budgétisé pour leur fonctionnement. Est–ce que la réforme en cours va apporter des solutions quand on sait que le Canada dépense annuellement environ 13.mille dollars par tête d'écoliers, la France 12500 euros et Haïti 90. $ US.

Relevé des contraintes ou points de blocage dans la mise en œuvre

Contraintes signalées: Le financement octroyé Par l'Allemagne a un certain poids au regard de la période post sismique. La République d'Haïti n'est pas considérée sur la liste de priorités de l'Allemagne alors que le gouvernement recherche une contribution plus forte en termes de ressources financières financière pour son programme de développement. Il est approprié que le Gouvernement s'ouvre un peu plus vers l'Allemagne. Il serait utile que le Premier Ministre accompagné du secteur privé organise à partir de janvier 2014 une visite pour rencontrer les autorités allemandes en vue d'améliorer la situation.

La GIZ qui s'occupait en grande partie de la mise en œuvre pendant cette période aura son siège unique en République Dominicaine pour gérer un programme conjoint de projets trans frontaliers haïtiano dominicain, particulièrement dans le domaine de l'environnement et touchant des bassins versants. Ce transfert de siège n'est pas des plus appropriés pour Haïti.

Le fait de financer des ONG à côté du programme gouvernemental n'est pas une politique spécifique par rapport à Haïti. C'est la politique générale de l'Allemagne concernant tous les pays. L'essentiel dans la démarche, c'est de rechercher une bonne harmonisation entre programme ONG et action gouvernementale en veillant à ce que les objectifs soient pleinement respectés par tous. Ce n'est probablement pas le cas pour le moment. Cela peut se faire dans le cadre d'une bonne coordination et c'est souhaitable pour éviter la déperdition des ressources et prétendre à l'efficacité de l'aide.

La Coopération est intéressée par la révision de la législation sur les ONG Elle désire être informée sur la question dans la mesure du possible et est disposée si elle est sollicitée à apporter sa contribution en termes de suggestions, de remarques et d'observations au processus en cours. Il est utile de pouvoir disposer dans les meilleurs délais d'un cadre réglementaire plus viable pour ces organisations et pour l'Etat. La coopération allemande organise avec les ONG allemandes des réunions périodiques. D'ores et déjà, les instances gouvernementales concernées sont invitées à participer aux réunions organisées par l'Ambassadeur avec ces instances qui interviennent souvent sur plusieurs thématiques, notamment dans l'agriculture, le développement rural, la santé publique...

Autre sujet en marge de la coopération. Le problème de la signature du contrat de la firme allemande pour les plaques minéralogiques. Le Premier Ministre a immédiatement convoqué les instances concernées, notamment La DGI afin de résoudre le problème.

Entre parenthèses, l'Ambassadeur a mentionné l'état de la rue desservant l'Ambassade qui n'a fait l'objet d'aucune considération dans le cadre des travaux d'entretien routier en cour à dans la zone métropolitaine. La Direction compétente du MPTC a été immédiatement alertée sur la question pour une action rapide.



Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Péligre	20000000	KfW / BID / Fichtner	2011/2015 début des travaux	dédouanement matériel et équipements par la firme allemande qui suivant contrat est exempté de droit de douane. Consensus GOH sur le cout du projet a 20 Meuros	Un plan prévisionnel du matériel et des équipements à dédouaner doit à préparer et envoyer à l'avance aux administrations compétentes	Ing. Jean Errol MOROSE DG de l'EDH - Phone 3702 0209 - Document consensus a transmettre a Coopération allemande MAE/ Marshall CESAR
Soutien à la reconstruction de Léogane (RELEO)	10908000	KfW / FAES	5/10/13-2013 (en cours)			
Programme régional aux Caraïbes de prévention du VIH/SIDA en coopération avec CARICOM	21000000	PSI	2009-2015 (phase IV)			
Gestion intégrée du bassin versant transfrontalier de la rivière Libon dans la République d'Haïti et la République dominicaine	4500000	GIZ	en cours			
Lutte contre la pauvreté et développement local dans le Département du Centre, Hinche	8000000	KfW / GIZ	2005-2013 (terminé)			
Programme d'assistance technique de la GIZ	1500000 pour 2013	GIZ	2007-2015 (en cours)			
Inclusion d'enfants handicapés et scolarisation à Jacmel et sa région	800000	CBM Deutschland / PAZAPA	2012-2015 (commencé)			
Adaptation au changement climatique et protection de la biodiversité à travers l'utilisation et exploitation durable des terres près des parcs nationaux de la Visite et Forêts des Pins	500000	Deutsche Welthungerhilfe	2013-2017 (commencé)			

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Assurer les bases économiques et alimentaires des IDP et de leurs familles pauvres par CfW dans l'agriculture, protection de ressources et infrastructures locales au Nord	1546000	Deutsche Welthungerhilfe	2010-2011 (en cours)			
Restauration et protection des moyens de subsistance des familles des petits paysans touchées par le séisme dans la région rurale montagneuse de Petit-Goâve et Grand-Goâve	700000	Deutsche Welthungerhilfe	2012-2013 (commené)			
Sécurité alimentaire à travers la gestion durable des ressources naturelles dans les bassins versants de Jassa et Lamatry	900000	Deutsche Welthungerhilfe	2010-2013 (en cours)			
Sécurité alimentaire et stabilisation écologique des bassins versants au Nord-Ouest d'Haïti grâce à des méthodes de production innovantes	950000	Deutsche Welthungerhilfe	2012-2014 (en cours)			
Constructions d'abris provisoires à Léogane	13050000	GIZ	2010-2012 (terminé)			
Reconstruction et réduction de la vulnérabilité des bases économiques de l'agriculture paysanne dans la commune d'Ennery après les cyclones de septembre 2008	5,800,000s	GIZ	2009-2013 (en cours)			

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Reconstruction et stabilisation des ressources et stratégies d'existence de la population à l'égard de la prévention des catastrophes naturelles et l'inclusion des gens handicapées	4170000	GIZ / CBM	2010-2013 (en cours)			
Formation Professionelle	1150000	Help	2011-2014 (en cours)			
Réduction de la pauvreté et assurer les bases économiques dans la région de Léogane et Petit-Goâve	770000	Help	2011-2013 (en cours)			
Stabilisation de ravine	889440	Help / J/P HRO	2012-2013 (en cours)			
Structures de réhabilitation pour personnes handicapées dans la région de Léogane et Petit-Goâve	800000	Johanniter-Unfallhilfe	2011-2012 (en cours)			
Reconstruction d'écoles et prévention de risques de désastres à Darbonne, Coraill et Orangers (Léogâne)	1010000	Malteser	2011-2013 (commencé)			
Promotion de la qualification de professeurs / éducateurs, du respect des droits des enfants	481035	Kindernothilfe / AMURT	2012-2015 (en cours)			
Renforcement de la résilience des communautés vulnérables contre les effets du changement climatique par la protection de ressources naturelles, la sécurité de subsistance et WASH à Belle Anse, Haïti	143900	Malteser International / COTEDO	2012-2015 (en cours)			



Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Programme de logement Liancourt	466441	Sofonias Ayiti / APPEL	2012-2014 (en cours)			
Contribution du BMZ – Ministère fédéral de la Coopération Internationale à la coopération des églises allemandes en Haiti	2,200,OOO	Misereor / Caritas / ONG catholiques en Haiti	mai 2008 (en cours)			
Ministère de la Coopération Internationale Allemand – Programme de Petits Projets	500000		2007 (en (cours)			
Ministère de la Coopération Internationale Allemand – Programme de microprojets des ambassades	100,000 a120,000 ans	Ambassade	en cours			
Ministère fédéral de l'Environnement - Développement et communication de feuilles de route en matière d'énergie décarbonée destinées aux petits états insulaires des Caraibes	500000	Worldwatch Institute / MTPTC	2010-2012			
Ministère fédéral de l'Agriculture - étudie sur le potentiel commercial et mise en oeuvre d'un programme de promotion de la culture du sisal	475000 {premiere phase}	FAO	2010-2014 (en cours)			
Appui et renforcement des structures de métrologie et standards de qualité dans les Caraibes	1000000	PTB - Institut nationale de métrologie allemand	2006-2015 (en cours)			
Plaques minéralogiques				Difficultés pour firme allemande gagnante de procéder à signature contrat, raison non invoquée	Contacter le Directeur General de la DGI et l OAVCT	M. Clark NEPTUNE Directeur General de la DGI -phone 4315 7608

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
programme d'entrtien des rues				la zone d'accessibilité de l'ambassade en piteux état	Probleme a solutionner rapidement avec Directeur des Traveaux Publics	Ing. Philippe CINEAS, secretaire d'Etat transport, MTPTC Phone 3650 2200
Financement programme d'actions gouvernementales				Haïti n'est pas considéré sur la liste prioritaire allemande. ONG sont privilégiées	Visite Premier Ministre a organiser en Allemagne pour dialoguer avec les autorités allemandes au mois de janvier 2014	Directeur Cabinet Premier Ministre M. Carl JEAN LOUIS

NOTIFICATIONS

ONG, partenaires privilégiés. Politique appliquée à tous Pays. Pourcentage plus important de l'aide passe par ONG. Impliquer les ONG dans les programmes d'actions sectorielles.

Invitation au MPCE à participer aux réunions mensuelles de coordination organisées par l'Ambassade. Participation MPCE ou autres institutions concernées aux réunions ONG

Mettre davantage l'accent sur la coordination et la concertation avec les ONG. Disposer d'une loi adaptée à la situation actuelle pour les ONG

Haïti absent de la liste prioritaire de l'aide allemande. Programmer une visite du Premier Ministre pour Janvier 2014 en vue de discuter de la programmation financière

Transfert Siège GIZ en République Dominicaine, moins d'impact de l'aide allemande en Haïti. Uniquement programme transfrontalier considéré

Régulariser la situation de la firme allemande gagnante du marché pour les plaques minéralogiques par la signature du contrat

Relevé des contraintes ou points de blocage dans la mise en œuvre

L'Ambassadeur de Taïwan a particulièrement animé la réunion en soulignant que les résultats escomptés avaient été atteints dans l'ensemble. Le programme de coopération avec le Gouvernement a bien fonctionné que ce soit au niveau de l'assistance humanitaire qui vient de se terminer, que ce soit au niveau du programme régulier avec le secteur l'infrastructure.

Toutefois, ont été signalés des points qui ne constituent pas en soi des contraintes spécifiques d'exécution ou goulot d'étranglement:

***Le projet de route Aquin/Côte de Fer** est de toute priorité. Avant de passer à la mise en Œuvre, il faut s'assurer que le MTPTC donne son avis favorable dans un avenir pas trop lointain.*

***La route de Maïs Gaté.** Les travaux sont en attente des terrains dont l'expropriation n'a pas été encore complétée. Le MPTC reste en contact avec la Commission y afférente qui confronte quelques difficultés avec des riverains qui ne peuvent pas produire leurs titres de propriété. Les solutions retenues, dédommager les concernés uniquement pour les bâtisses.*

***La route Cayes Port à Piment.** Les dégradations précoces relevées au niveau de la chaussée de ce tronçon de route sont à l'étude pour chercher à comprendre la nature du problème et envisager une solution.*

Le reste du tronçon prolongeant cette route jusqu'à Tiburon reste d'actualité, sa réalisation n'a pas été abandonnée. La poursuite des travaux requiert de nouveaux financements non encore disponibles.

***La construction de logements aux Cayes.** Pour la coopération taïwanaise, il n'existe aucun contentieux avec la partie nationale comme le FAES voudrait le faire croire. Tous les items du contrat ont été régulièrement remplis. Le problème du FAES résulte de demandes pour des équipements supplémentaires non prévues au financement et pour lesquels il n'y a pas de ressources disponibles. FAES affirme ne pas pouvoir donner des contributions à partir de son budget, le financement pour ces équipements doit être trouvé ailleurs.*

***Les interventions dans l'Agriculture, production de riz**. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter pour la poursuite des interventions, même si les résultats escomptés sont atteints pour Torbeck, l'action va continuer avec le MARNDR dans l'Artibonite et le Nord Est avec certaines adaptations tenant compte des spécificités régionales.*

Programmes - Projets	Organes d'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Projet infrastructure Route de Maïs Gaité	MTPTC	Retards posés par problèmes d'expropriation vu la pertinence de titres de propriété	Accélérer le processus d'expropriation en se basant sur des cas déjà résolus. Préparer un nouveau calendrier pour les travaux	M. Philippe CINEAS, Secrétaire d'Etat au Transport - Phone 3650 2200 de concert avec le Secrétaire d'Etat Ronald DECEMBRE Président de la Commission d'expropriation phone 3733 7227
Projet infrastructure Route Aquin/ Côtes de Fer	MPTC	Etudes d'exécution en cours de finalisation	A présenter rapidement au TPTC pour approbation	M. Philippe CINEAS, Secrétaire d'Etat au Transport - Phone 3650 2200
Route Cayes/Port salut	MPTC	Dégradation prématurée à plusieurs endroits	Investigation en cours pour comprendre la nature des dégradations en vue d'une intervention appropriée	M. Philippe CINEAS, Secrétaire d'Etat au Transport - Phone 3650 2200
Route Port à Piment/Tiburon	MPTC	Projet en veilleuse dans l'attente d'un nouveau financement	Travaux reprendront Dès que le financement est disponible	M. Philippe CINEAS, Secrétaire d'Etat au Transport - Phone 3650 2200
Projet d'appui à la culture du riz	MARNDR	Pas de problème à répliquer l'expérience de Torbeck dans l'Artibonite et le Nord Est	Des adaptations devront se faire en fonction de l'environnement physique et humain des zones considérées	M. Fresnel DORCIN, Secrétaire d'Etat production végétale - Phone 3993 5753
Projet de construction de logements aux Cayes	FAES	Des équipements additionnels nécessaires ne sont pas considérés dans les clauses contractuelles du financement.	Financement additionnel à trouver ailleurs hors Taiwan	Directeur General FAES - M. Klaus EBERWEIN - Phone 3728 7223

Relevé des contraintes ou points de blocage dans la mise en œuvre

Le Mexique a entrepris comme les autres bailleurs des activités dans le cadre humanitaire post séisme qui sont à leur point d'achèvement, notamment dans le secteur santé, au niveau d'équipement urbain et dans l'agriculture en partenariat avec l'IICA pour la fruiticulture. Le secteur éducation est concerné par les bourses d'études.

Dans le secteur Santé, la mise en place de centres de santé a été financée. Il est malheureux de constater que ***ces équipements n'arrivent pas à fonctionner faute de personnel.*** *Pour lever ce handicap, la solution provisoire suggérée par cette coopération ce serait éventuellement pour le MSPP de travailler en tandem avec Médecins Sans Frontières sur la base d'un protocole d'accord, notamment pour la clinique de Caradeux.*

Au niveau des équipements urbains, les marchés des Cayes et de Gonaïves sont à leur point d'achèvement. Ces travaux qui seront probablement complétés d'ici deux semaines ont soufferts de retards de mise en œuvre. Des questions à résoudre sont posées quant à la ***gestion immédiate et future des installations qui fait appel à des coûts récurrents****.*

Pour le Projet de la petite rivière de l'Artibonite, il a fallu ***une année en perte de temps pour disposer d'un terrain par expropriation*** *alors que la fin des travaux était programmée pour 2012. La première phase n'a pas été encore clôturée. Avec les retards cumulés, il faudra des fonds additionnels.*

La contrainte particulière signalée par la coopération mexicaine est inhérente au programme de bourses. *Un quota a été attribué à la République d'Haïti. Malgré les besoins signalés, ce quota n'a pu être épuisé et le pays perd le bénéfice de ces bourses après un certain temps.*

Malgré les difficultés, le Mexique maintient sa coopération dans ce domaine. Toutefois, Il y a lieu de revoir rapidement le mécanisme de l'octroi des bourses au niveau national.



MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
REVUE DE PORTEFEUILLE
MEXIQUE
20 SEPTEMBRE 2013

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Programme de construction de 17 marchés publics / Programa de Construcción de Mercados Públicos	**5,250,000**		1/11/2010 en cours	Retard considérable dans la mise en œuvre pour Gonaïves Cayes et Petite Rivière Artibonite. Problème de site et d'expropriation. Problème de coûts récurrents	Les travaux ont repris et on se retrouve à la phase d'achèvement	Maire ; Mairie de Gonaïves, des Cayes, de Petite Rivière de l'Artibonite
Ecole d'art et de métiers nos Petits Frères et soeurs de Tabarre /Escuela de Oficios de Nuestros Pequeños Hermanos de Tabarre(nouveaux fonds)	**2,206,511**	Nos petits freres et soeurs	01/11/2010 31/01/2012 En Cours			
Coopération triangulaire Mexique-Espagne, Appui immédiat à Haïti sur l'aide humanitaire / Cooperación Triangular México-España, en apoyo inmediato hacia Haití sobre Ayuda Humanitaria	**127,820**	Agence espagnole de cooperation internationale pour le developpement - Ambassade du Mexique	01/06/2010 En Cours			
Appui des établissements d'enseignements supérieurs mexicains au système Universitaire haïtien/Apoyo de Instituciones de Educación Superior Mexicanas al Sistema Universitario Haitiano	**100,273**		1/10/10 en cours			
Dialogue entre les organisations sociales pour les initiatives productives - d'agriculteur à agriculteur / Diálogo entre organizaciones sociales a favor de iniciativas productivas - de Campesino a Campesino	**74,601**		**01/08/10 En cours**			



MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
REVUE DE PORTEFEUILLE
MEXIQUE
20 SEPTEMBRE 2013

Programme - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Formation des ressources humaines et le developpement d'outils pour la construction parassismique en Haiti/ formacion de recursos humanos y desarrolo de herramientas en laedificavion sismo-resistente	**51,482**		**01/08/10 En cours**			
Mise en place d'un indicateur de la Situation de l'activité économique en Haïti/Conformación de un Indicador de Coyuntura de la Actividad Económica de Haití	**32,146**		01/09/11 01/02/14 En cours			
Reconstruction d'une cantine scolaire dans la ville de Latibolière/Reconstrucción de Comedor Escolar en la localidad de Latibolière	**30,000**		01/08/12 (En cours)			
Construction d'hôpital Telmex / Construcción hospital Telmex	**17,857**		01/03/11 (En cours)			
Aide à la conception du Plan stratégique du tourisme en Haïti/Apoyo para el Diseño del Plan Estratégico de Turismo de Haití	**10,700**	Ministere Tourisme	01/07/12 (En cours)			
Appui aux soins aux personnes handicapées/Apoyo para la Atención de Personas con Discapacidad	**3,888**		**01/04/12 (en cours)**			



MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
REVUE DE PORTEFEUILLE
MEXIQUE
20 SEPTEMBRE 2013

Programmes - Projets	Budget	Organes d'exécution	Durée	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Mise en place d'un réseau d'alimentation en eau potable d'urgence pour la consommation courante en Haïti/Establecimiento de la Red de Suministro de Agua Potable de Emergencia para Consumo de Primera Necesidad en Haití	**3,412**		**01/04/2012(En cours)**			
Construction d'école Telmex/Construcción escuela Telmex	**0**		01/03/11 (En cours)			
Cours d'agriculture contrôlée/Curso sobre agricultura controlada	**0**		01/12/11 (En Cours)			
Appui à la Réalisation du recensement de la population et de l'habitat 2013/Apoyo para la Realización del Censo de Población y Vivienda 2013	**0**		01/08/13 (En Cours)			
Coopération en éducation environnementale/Cooperación en materia de Educación Ambiental	**0**		01/11/12 (En Cours)			
Programme de 300 bourses d'études de (niveau de license) premier cycle/Programa de 300 becas de licenciatura			1/11/12-30/11/17 (A venir)	Quota de bourses antérieures non utilisées. Sélection des candidats inadéquats	Mécanisme d'octroi de bourses au niveau national à revoir	M . Maxime CHERESTAL Directeur Cabinet MCPCE phone 3723 0347 de concert avec MAE
Echange d'expériences en santé infantile, de l'adolescence et de vaccination/Intercambio de Experiencias en Materia de Salud Infantil, Adolescencia y Vacunación			**01/09/12 (En cours)**			

Relevé des contraintes ou points de blocage dans la mise en œuvre

Le représentant de l'OEA a signalé dans son exposé que son institution s'occupe essentiellement d'assistance technique. Dans le cadre de ses prestations actuelles, il y a lieu de noter deux contraintes. La collaboration coutumière de l'OEA avec l'ONI au regard d'un nouveau cadre de coopération avec le Venezuela ayant comme intervenant une entreprise privée à titre contractuel. En l'absence de concertation sur les champs d'actions de ce deuxième intervenant, l'OEA ne sait plus comment se positionner, vu qu'aucun dialogue préalable n'a eu lieu sur le sujet. Il y a lieu d'apporter rapidement des précisions sur le sujet.

L'autre observation s'adresse à la PNH. Le résultat de cette assistance prévoyait le marquage des armes. Le matériel nécessaire à cette activité a été fourni à la PNH depuis une année environ. L'action n'a pas été suivie d'effets. Il y a lieu d'arrêter une programmation de cette action avec la Direction Générale de la PNH.

Programmes - Projets	Organes D'exécution	Contraintes	Décisions	Chargé de suivis
Projet de Modernisation du registre d'identification et d'Etat Civil (PUICA)	OEA/ONI	La phase II du projet devait être financée par le Canada en 2012, mais les discussions ont pris fin après l'annonce du Venezuela pour financer de nouveaux projets pour atteindre des objectifs similaires. - Soutien urgent à l'ONI sur la question des Elections. En réponse à la demande GoH, des discussions ont eu lieu avec le Canada - et la Suisse sur le financement potentiel d'une phase II.	Eclaircir la situation avec l'Office National d'identification - PRIMATURE/ONI - Définir plus clairement le rôle que chaque partenaire doit jouer dans le déploiement des projets.	Conseiller Spécial Premier Ministre - M. J.M. CHERESTAL
Projet de modernisation du cadastre et des droits de propriété en Haïti	OEA/office National du Cadastre			
Projet de marquage des armes	OEA/PNH	Matériel et équipement remis à PNH par l'OEA pour le marquage des armes depuis un an près. Aucun signe de progrès constaté	Eclaircir la situation avec la PNH	Secrétaire d'Etat Coopération
Programme de prévention de la violence juvénile	OEA/société civile			
Programme de bourses d'études	OEA			
Programme pour la Promotion et la gestion de la coopération et du développement en Haïti				

flagsonline.it

BID

Dans le secteur de l'éducation avec le FAES, l'attention s'est focalisée sur **les programmes de réhabilitation ou de construction d'écoles** où des retards ont été enregistrés par rapport à la réhabilitation de 19 écoles et la construction de 30 autres. Les changements imposé par les conditions post séismes obligent à des reconsidérations de couts et des montants supplémentaires de l'ordre de 2 millions de dollars pour renégocier les contrats. FAES devrait produire une requête au ministre de l'Economie et des Finances pour ce montant additionnel.

Le modèle d'écoles envisagé préalablement pour un cout de 700.000.00$ US doit être revu et le montant considérer a la baisse en adoptant le modèle type retenu par BMPAD au cout de 400.000.00$ US. Ceci permettrait d'épargner des ressources au profit du programme « écoles gratis ». Il devrait en être de même pour les lycées. Le BMPAD offre deux modèles différents a un cout nettement meilleur que celui envisagé initialement. Tout compte fait, on peut faire 40% d'economies par batiments et **degager des fonds pour subventionner 200.000 enfants en plus**. Suivant le choix stratégique du Ministère, on pourra désaffecter des ressources pour les réaffecter ailleurs.

Le financement n'est pas la seule contrainte signalée, le choix des sites pose aussi problème**. Certains sites jugés appropriés n'ont pas de titres de propriété**, d'autres ne sont pas conformes aux exigences géotechniques où au positionnement des écoles par rapport à la population. En la matière, il est évident qu'il faut **recourir au service de la DGI** pour disposer de terrains viables.

Autre contrainte signalée, celle de la formation des maitres qui est une composante du renforcement institutionnel. En principe, les fonds sont disponibles pour la formation nécessaire vu le nombre de nouveaux enfants fréquentant l'école avec la gratuité de la scolarité, cependant le MEFP n'arrive pas à dégager les moyens financiers nécessaires pour intégrer dans le système tous les maitres qui ont reçu une formation malgré les besoins. Le MEFP se retrouve dans une impasse et se trouve dans l'obligation de temporiser sur le programme de formation.

Présence de laboratoires pour les travaux publics et le bâtiment. Vu le nombre de chantier en activité le LNBTP se trouve dépassé par les demandes d'essais malgré la présence d'autres laboratoires prives dans le pays, ce qui crée des blocages ou retards dans les chronogrammes. Aussi, est-il primordial que d'autres laboratoires reçoivent la certification pour fonctionner en Haïti.

Pour avoir l'Appui Budgétaire, la BID doit disposer de la note d'agrément du Conseils des Ministres. Le nécessaire n'a pas été fait à la date de la réunion pour rendre disponible cet appui à la République d'Haïti. Il revient au Ministre de l'Economie et des finances de transmettre officiellement à la BID la note d'agrément. Une fois cette formalité remplie la BID pourra dans les 3 jours qui suivent procéder au versement de la tranche d'appui budgétaire requise. Promesse a été faite par le Premier Ministre de supporter la validation du texte qui sera introduit par le Ministre de l'Economie et des finances au prochain Conseil des Ministres.

Ed'H et ses contraintes. Le financement et la réforme de l'Ed'H est très complexe et touche plusieurs compartiments dont les activités programmées accusent un retard par rapport à la programmation. Il en est de même pour celles relatives aux lignes de transmission allant vers le barrage de Péligre, alors que d'autres… dans le cadre du plan d'action pour Tabarre où les réserves sont produite vu que le projet modifié augmente jusqu'à 100% du cout initial. La nouvelle version doit être approuvée en Conseil des Ministres dans deux semaines

Les facilites pour le dédouanement du matériel importé par la firme Frishner concernée par les travaux ne sont pas toujours évidentes. Des retardes inhérents aux formalités douanières entravent et compromettent le calendrier initialement étable. Pour pallier cette difficulté, il y a lieu d'introduire auprès de l'administration concernée, dès la commande, la liste du matériel et des équipements qui font besoin pour les travaux à entreprendre.

Le système de facturation mis en place dans le cadre de la reforme fonctionne de manière erronée. Le problème semble venir du logiciel traitant les données de base.

Face à l'inflation y afférente, UTE doit procéder à des révisions de prix.

Quand a la DINEPA, elle confronte actuellement un problème d'assistance technique pour lequel il faut envisager une solution appropriée qui relève avant tout de l'institution.

USAID

Il n'a pas été enregistré de contraintes majeures a la mise en œuvre des actions programmables si ce n'est pour l'aspect construction ou la non disponibilité des terrains pose problème soit pour les logements dans le Nord Est , soit pour les tribunaux de paix ou pour d'autres publics pour d'autres secteurs comme la santé publique. Dans les faits, le problème signalé n'est pas évident, la direction Générale des impôts dispose compétence nécessaire pour régulariser toute situation au niveau titre de propriété pour les terres de l'Etat.

Des questionnements sur la construction de logements et leur localisation. Le nombre de logements retenus dans l'exposé de l'USAID, 1800 unités, est bien différent de l'effectif déclaré initialement qui était de 5000 unités environ. Dans ce champ d'intervention, l'EPPLS est l'interlocuteur privilégié l'UCLBP qui est officiellement mandatée pour coordonner globalement toutes les opérations en la matière semble ne pas avoir été touchée.

Le programme d'assistance légale financée par l'USAID touche une quinzaine de juridictions. L'accent est mis particulièrement sur celle de Port-au-Prince .Globalement, on enregistre quelques difficultés dans la coordination, ce qui ne permet pas d'atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires. Une action plus soutenue de la part du MINISTERE de la justice doit être réalisée pour avoir plus de performance.

BANQUE MONDIALE

Dans le secteur de l'éducation ou FAES agit comme agence d'exécution, l'attention s'est focalisée sur les programmes de réhabilitation ou de construction d''écoles ou des retards ont été enregistrés par rapport a la réhabilitation de 19 écoles et la construction de 30 autres. Les changements imposés par les conditions post séismes obligent à des reconsidérations de couts et des montants supplémentaires de l'ordre de 2millions de dollars sont nécessaires pour renégocier les contrats

FAES doit produire une requête au Ministre de l'Economie et des finances pour ce montant additionnel.

Le modèle d'écoles envisagés préablement pour un cout de 700.00.00$ US doit être venu revu et le montant considéré a la baisse en adoptant le modèle type retenue par BMPAD au cout de 400.000.00$ ceci permettrait d'épargner des ressources au profit du programme « écoles gratis »

Il devrait en être de même pour les lycées le BMPAD offre deux modèles différents a un cout nettement meilleur que celui envisagés initialement.

Tout compte fait, on peut faire 40% d'économies par bâtiments et dégager des fonds pour subventionner 200.000 enfants en plus. Suivant le choix stratégiques du Ministère on pourra désaffecter des ressources pour les réaffecter ailleurs

Le financement n'est pas la seule contrainte signalée, le choix des sites pose aussi problème. Certains sites jugés appropriés n'ont pas de titres de propriétés, d'autres ne sont pas des conformes aux exigences géotechniques ou au positionnement des écoles par rapport à la population. En la matière il est évident qu'il faut recouvrir de la DGI pour disposer de terrains viables.

Autre contrainte signalée, la formation des maitres, composante du renforcement institutionnel. En principe, les fonds sont disponible pour la formation nécessaire vu le nombre de nouveaux enfants fréquents l'école avec la gratuité de la scolarité, cependant le MENFP n'arrive pas à dégager les moyens financiers nécessaires pour intégrer dans le système tous les maitres qui ont reçu une formation malgré les besoins .le MENFP se retrouve dans une impasse et se trouve dans l'obligation de temporiser sur le programme de formation.

Présence de laboratoires pour les travaux publics et le bâtiment*. Vu le nombre de chantier en activité le LNBTP se trouve dépasser par les demandes d'essais malgré la présence d'autres laboratoires privés dans le pays, ce qui crée des blocages ou retards dans les chronogrammes. Aussi, est- il primordial que d'autres laboratoires reçoivent la certification pour fonctionner en Haïti.*

Pour avoir l'Appui budgétaire *avant la fin de l'année fiscale, la BID doit disposer de la note d'agrément du Conseil des Ministres. Le nécessaire n'a pas été fait à la date de la réunion pour rendre disponible cet appui à la République d'Haïti. Il revient au Ministre de l'Economie et des Finances de transmettre officiellement à la BID la note d'agrément. Une fois cette formalité remplie la BID pourra dans les 3 jours qui suivent procéder au versement de la tranche d'appui budgétaire requise. Promesse a été faite par le Premier Ministre de supporter la validation du texte qui sera introduit par le Ministre de l'Economie et des Finances au prochain Conseil des Ministres.*

Ed'H et ses contraintes. *Le financement de la réforme de l'Ed'H est très complexe et touche plusieurs compartiments dont les activités programmées accusent un retard par rapport à la programmation. Il en est de même pour celles relatives aux lignes de transmission allant vers le*

barrage de Péligre, alors que d'autres….dans le cadre du plan d'action pour Tabarre où des réserves sont produites vu que le le projet modifié augmente jusqu'ait 100% du coût initial. La nouvelle version doit être approuvée en Conseil des Ministres dans deux semaines

Les facilités pour le dédouanement du matériel importé par la firme Frishner concernée par les travaux ne sont pas toujours évidentes. Des retard inhérents aux formalités douanières entravent et compromettent le calendrier initialement établi. Pour pallier cette difficulté, il y a lieu d'introduire auprès de l'administration concernée, dès la commande, la liste du matériel et des équipements qui font besoin pour les travaux à entreprendre.

Le système de facturation mis en place dans le cadre de la réforme fonctionne de manière erronée. Le problème semble venir du logiciel traitant les données de base.

Face à l'inflation y afférente, UTE doit procéder à des révisions de prix.

Quant à la DINEPA, elle confronte actuellement un problème d'assistance technique pour lequel il faut envisager une solution appropriée qui relève avant tout de l'institution.

CANADA

Contraintes majeure signalé par la coopération canadienne :le problème des couts.

Cas de l'hôpital de Gonaïves largement évoque pour faire part des faiblesses relevées a ce niveau.si des disponibilités très sérieuses ne sont pas adoptés pour certains équipements et favoriser l'accessibilité cette importante structure ne pourra pas fonctionner alors que la population en a grand besoin pour les soins.

L'approvisionnement en eau potable est nécessaire, de même que la dotation en électricité.

Par ailleurs, en dehors du fonctionnement l'inauguration programmée pour le mois de janvier 2014 ne pourra se faire.

C'est le cas d'autres équipements ou projets financés dans le cadre de cette coopération. Mettre en place les structures c'est un aspect assure leur bon fonctionnement équivaut a une problématique de couts récurrents qu'il convient d'adresser en recourant d'abord a l'établissement d'un plan global en la matière vu que le même problème se présente avec la plupart des projets financés par la coopération internationale

COMMISION EUROPEENNE

La mise en œuvre du Programme Indicatif du 10ème FED est handicapée par des problèmes d'ordre foncier pour la réalisation des projets de bâtiments administratifs à Port-au-Prince et routiers dans le Plateau Central.

***En ce qui concerne les bâtiments administratifs**, il a été convenu de procéder à la signature des contrats pour un démarrage immédiats des travaux avec le BON incluant des clauses suspensives pour celui des TPTC ; pour le problème d'expropriation, la date du 21 septembre 2013 est retenue pour que le MTPTC prenne possession du site, en la dégageant de toute construction non utile, vu que les procédures légales pour un déguerpissement avec dédommagement sont en cours.*

***En ce qui a trait au projet routier RN3,** la Commission d'expropriation a évalué les propriétés visées par l'emprise de la route. Le problème des titres restent évidents comme c'est le cas pour d'autres projets. La situation sera régularisée bientôt. En tout cas, l'Entreprise est à même de pouvoir travailler sur la partie de l'emprise qui a été déjà libérée.*

Le Président de la Commission d'expropriation a promis que l'emprise pour la route Lascahobas/Belladère serait entièrement libérée à la fin du mois d'octobre 2013 avec le paiement des terrains expropriés. Il ne s'agit pas uniquement des problèmes d'emprise à résoudre, il y a aussi les problèmes de déplacement de réseaux qu'il faut aussi résoudre.

***L'avancement du Programme binational Haïti/République Dominicaine.** Le programme reste bloqué dans sa composante infrastructure malgré tous les efforts consentis au cours de ces deux dernières années en Haïti. L'assistance technique est en place. Des décisions sont encore attendues pour les pistes rurales, les douanes, le marché. Vu le nombre d'interlocuteurs, ce programme géré par les Ordonnateurs Nationaux des deux pays, requiert une coordination soutenue pour répondre aux sollicitations quotidiennes. Ainsi, Il a été convenu de nommer rapidement un coordonnateur au niveau national. Il y a lieu d'organiser rapidement comme prévu la réunion avec la partie dominicaine et le secteur privé en y incluant les organismes publics concernés, notamment le Secrétariat technique de la Commission mixte…*

Espagne

Une autre contrainte dégagée *concerne le projet avec le Ministère de la Culture. Avec* ***la centralisation des fonds****, le processus de décaissement devient trop lourd. Il faudrait alléger. Le Ministère a informé que la gestion des fonds se faisait auparavant de manière déconcentrée. Il y a eu des difficultés pour justifier les dépenses. Il n'est pas approprié de retenir l'approche initiale.*

Dans le secteur de l'Education, la construction de l'EFACAP de Marigot doit débuter rapidement. Comme les ressources ne seront plus disponibles après 2014, l'Etat risque de devoir rembourser de l'argent parce que 900.mille dollars ont été déjà dépensé dans l'aménagement du terrain et le reste devait provenir de l'appui budgétaire bloqué. Le Ministère n'arrive pas à prendre les décisions à temps pour entreprendre les projets. Souvent il faut attendre 6 mois pour qu'une décision soit prise et arrive au niveau territorialement déconcentré avec l'instabilité qui existe au niveau décisionnel. 3 Ministres en 3 ans et 4 Directeurs Généraux ne facilitent pas les choses.

Alors que les EFACAP rentrent dans la structuration du système d'éducation, aucun fond n'a été budgétisé pour leur fonctionnement. Est–ce que la réforme en cours va apporter des solutions quand on sait que le Canada dépense annuellement environ 13.mille dollars par tête d'écoliers, la France 12500 euros et Haïti 90. $ US.

MEXIQUE

Dans le secteur santé.il est malheureux de constater que les centres de santé réhabilités ou construites n'arrivent à fonctionner faute de personnel. La solution provisoire suggère par cette coopération serait éventuellement pour le MSPP de travailler en tandem avec Médecins sans frontières sur la base d'un protocole d'accord, notamment de caradeux.

Au niveau des équipements urbains, les marches des cayes et de Gonaïves sont à leur point d'achèvement. Ces travaux qui doivent être complétés sous peu ont soufferts de retards de mise en œuvre dus à des problèmes de sites. La gestion immédiate et future des installations fait appel à des couts récurrents qui sont des questions à résoudre. Pour la petite rivière de l'Artibonite, il a fallu une année en perte de temps pour disposer d'un terrain par expropriation alors que la fin des travaux était programmée pour 2012.La première phase n'a pas été encore clôturée .Avec les retards cumulés, il faudra des fonds additionnels.

Une autre contrainte particulière : le programme de bourses .malgré les besoins signalés, le quota attribué à la République d'Haïti n'a pu être épuisé et le pays perd le bénéfice de ces bourses après un certain temps il y a lieu de revoir rapidement le mécanisme de l'octroi des bourses au niveau national.

JAPON

Deux projets présentent programmes n'ont pas pu démarrer à date et présentent des goulots d'étranglement.

Première contrainte : disponibilité terrain pour la reconstruction de l'Ecole Normale *pour lequel on attend un site vu que l'ancien a été réservé à d'autres fins. Le terrain proposé à Damien par le Rectorat de l'UEH n'est pas de mise.*

Deuxième contrainte : *En cofinancement, le Japon a confié sa contrepartie à la croix rouge Canadienne et à date , le projet n'arrive pas à démarrer. Le 19 septembre une délégation de l'Agence Japonaise de coopération rentre en Haïti pour tenter d'évaluer la situation en vue de prendre les mesures nécessaires pour faire évoluer le projet.*

Si l'on cherche à gagner sur l'approbation d'un financement du Japon, les propositions de requête officielle doivent être acheminées avant la fin du mois d'aout de chaque année. Cela permettra aux intéressés de considérer la demande au plus tôt dans le prochain budget du Japon.

ALLEMAGNE

- *ONG, partenaires privilégiés. Politique appliquée à tous Pays. Pourcentage plus important de l'aide passe par ONG. Impliquer les ONG dans les programmes d'actions sectorielles.*
- *Invitation au MPCE à participer aux réunions mensuelles de coordination organisées par l'Ambassade. Participation MPCE ou autres institutions concernées aux réunions ONG*
- *Mettre davantage l'accent sur la coordination et la concertation avec les ONG. Disposer d'une loi adaptée à la situation actuelle pour les ONG*
- *Haïti absent de la liste prioritaire de l'aide allemande. Programmer une visite du Premier Ministre pour Janvier 2014 en vue de discuter de la programmation financière*
- *Transfert Siège GIZ en République Dominicaine, moins d'impact de l'aide allemande en Haïti. Uniquement programme transfrontalier considéré*
- *Régulariser la situation de la firme allemande gagnante du marché pour les plaques minéralogiques par la signature du contrat*

MPCE



République d'Haïti